

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Sorel-Tracy

Code géographique : 53052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Vicky Bussière, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Sorel-Tracy pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2019-05-03

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>PAGE</u> |
|---|--------------------|
| États financiers consolidés audités | |
| Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants | 4 |
| Rapport du vérificateur général | 4.1 |
| État consolidé des résultats | 5 |
| État consolidé de la situation financière | 6 |
| État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) | 7 |
| État consolidé des gains et pertes de réévaluation | 7 |
| État consolidé des flux de trésorerie | 8 |
| Notes complémentaires aux états financiers consolidés | 9 |
| Renseignements complémentaires consolidés | |
| Informations sectorielles consolidées | |
| Résultats détaillés par organismes | 10 |
| Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes | 11 |
| Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes | 12 |
| Situation financière par organismes | 13 |
| Charges par objets | 14 |
| Fonds local d'investissement (FLI) | 15 |
| Fonds local de solidarité (FLS) | 16 |
| Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire | 17 |
| Excédent (déficit) accumulé | 18 |
| Avantages sociaux futurs | 19 |
| Renseignements financiers consolidés non audités | |
| Analyse des revenus consolidés | 21 |
| Analyse des charges consolidées | 22 |

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Sorel-Tracy

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Sorel-Tracy (l'« entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sorel-Tracy au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sorel-Tracy inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 et portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation.

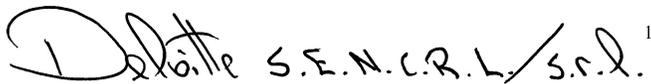
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

·Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (1)
Brossard, Québec

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A108263

DATE 2019-05-03

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | Budget | Réalisations | |
|--|----|---------------|---------------------|-------------|
| | | 2018 | 2018 | 2017 |
| Revenus | | | | |
| Taxes | 1 | 45 882 015 | 46 456 293 | 44 557 884 |
| Compensations tenant lieu de taxes | 2 | 4 870 080 | 4 825 637 | 4 772 188 |
| Quotes-parts | 3 | (1 660) | (3 785) | (77 270) |
| Transferts | 4 | 969 130 | 7 401 936 | 5 021 126 |
| Services rendus | 5 | 5 249 650 | 5 527 266 | 6 386 910 |
| Imposition de droits | 6 | 990 200 | 1 926 407 | 1 664 315 |
| Amendes et pénalités | 7 | 1 030 200 | 1 051 892 | 977 226 |
| Revenus de placements de portefeuille | 8 | 98 650 | 109 282 | 108 049 |
| Autres revenus d'intérêts | 9 | 130 386 | 156 908 | 174 584 |
| Autres revenus | 10 | 671 942 | 2 216 655 | 2 246 147 |
| Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux | 11 | | | |
| Effet net des opérations de restructuration | 12 | | | |
| | 13 | 59 890 593 | 69 668 491 | 65 831 159 |
| Charges | | | | |
| Administration générale | 14 | 7 703 690 | 7 394 382 | 7 500 763 |
| Sécurité publique | 15 | 10 300 460 | 10 992 567 | 10 870 882 |
| Transport | 16 | 8 386 160 | 11 064 857 | 12 313 255 |
| Hygiène du milieu | 17 | 8 815 334 | 10 496 661 | 9 589 081 |
| Santé et bien-être | 18 | 460 880 | 113 632 | 245 388 |
| Aménagement, urbanisme et développement | 19 | 2 368 250 | 2 610 919 | 2 293 081 |
| Loisirs et culture | 20 | 13 005 100 | 15 204 504 | 15 251 897 |
| Réseau d'électricité | 21 | 1 530 183 | | |
| Frais de financement | 22 | | 1 499 670 | 1 461 187 |
| Effet net des opérations de restructuration | 23 | | | 916 555 |
| | 24 | 52 570 057 | 59 377 192 | 60 442 089 |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 25 | 7 320 536 | 10 291 299 | 5 389 070 |
| Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice | | | | |
| Solde déjà établi | 26 | | 104 148 951 | 98 759 881 |
| Redressement aux exercices antérieurs (note 22) | 27 | | | |
| Solde redressé | 28 | | 104 148 951 | 98 759 881 |
| Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice | 29 | | 114 440 250 | 104 148 951 |

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | 2018 | 2017 |
|---|----|---------------------|---------------------|
| ACTIFS FINANCIERS | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4) | 1 | 10 847 100 | 4 117 172 |
| Débiteurs (note 5) | 2 | 10 718 101 | 10 541 657 |
| Prêts (note 6) | 3 | | |
| Placements de portefeuille (note 7) | 4 | 1 359 827 | 1 182 238 |
| Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | 5 | | |
| Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8) | 6 | 239 777 | 564 437 |
| Autres actifs financiers (note 9) | 7 | | |
| | 8 | <u>23 164 805</u> | <u>16 405 504</u> |
| PASSIFS | | | |
| Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4) | 9 | | |
| Emprunts temporaires (note 10) | 10 | | |
| Créditeurs et charges à payer (note 11) | 11 | 8 958 416 | 9 705 416 |
| Revenus reportés (note 12) | 12 | 349 140 | 394 714 |
| Dette à long terme (note 13) | 13 | 61 818 774 | 59 220 270 |
| Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8) | 14 | | |
| | 15 | <u>71 126 330</u> | <u>69 320 400</u> |
| ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14) | 16 | <u>(47 961 525)</u> | <u>(52 914 896)</u> |
| ACTIFS NON FINANCIERS | | | |
| Immobilisations (note 15) | 17 | 156 347 923 | 150 383 030 |
| Propriétés destinées à la revente (note 16) | 18 | 4 914 480 | 5 550 054 |
| Stocks de fournitures | 19 | 437 566 | 433 104 |
| Autres actifs non financiers (note 17) | 20 | 701 806 | 697 659 |
| | 21 | <u>162 401 775</u> | <u>157 063 847</u> |
| EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ | 22 | <u>114 440 250</u> | <u>104 148 951</u> |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | <u>Budget</u> | <u>Réalizations</u> | |
|--|-----|----------------|---------------------|--------------|
| | | <u>2018</u> | <u>2018</u> | <u>2017</u> |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 1 | 7 320 536 | 10 291 299 | 5 389 070 |
| Variation des immobilisations | | | | |
| Acquisition | 2 (| 18 491 200) (| 13 313 205) (| 17 808 460) |
| Produit de cession | 3 | 20 000 | 43 658 | 4 103 881 |
| Amortissement | 4 | 7 108 170 | 7 345 711 | 6 941 848 |
| (Gain) perte sur cession | 5 | | (41 057) | (465 113) |
| Réduction de valeur / Reclassement | 6 | | | 916 555 |
| | 7 | (11 363 030) | (5 964 893) | (6 311 289) |
| Variation des propriétés destinées à la revente | 8 | | 635 574 | (295 518) |
| Variation des stocks de fournitures | 9 | | (4 462) | (43 384) |
| Variation des autres actifs non financiers | 10 | | (4 147) | 99 677 |
| | 11 | | 626 965 | (239 225) |
| Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice | 12 | | | |
| Révision d'estimations comptables et autres ajustements | 13 | | | |
| Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette | 14 | (4 042 494) | 4 953 371 | (1 161 444) |
| Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice | | | | |
| Solde déjà établi | 15 | | (52 914 896) | (51 753 452) |
| Redressement aux exercices antérieurs (note 22) | 16 | | | |
| Reclassement de propriétés destinées à la revente | 17 | | | |
| Solde redressé | 18 | | (52 914 896) | (51 753 452) |
| Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice | 19 | | (47 961 525) | (52 914 896) |

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | 2018 | 2017 |
|---|----|----------------|----------------|
| Activités de fonctionnement | | | |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 1 | 10 291 299 | 5 389 070 |
| Éléments sans effet sur la trésorerie | | | |
| Amortissement | 2 | 7 345 711 | 6 941 848 |
| Autres | | | |
| - Gain/perte sur cession d'immo. | 3 | (41 057) | (465 113) |
| - Restructuration/réduction val. | 4 | 74 009 | 962 709 |
| | 5 | 17 669 962 | 12 828 514 |
| Variation nette des éléments hors caisse | | | |
| Débiteurs | 6 | (176 444) | (989 413) |
| Autres actifs financiers | 7 | | |
| Créditeurs et charges à payer | 8 | (747 000) | (1 030 163) |
| Revenus reportés | 9 | (45 574) | (789 121) |
| Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs | 10 | 324 660 | 197 473 |
| Propriétés destinées à la revente | 11 | 635 574 | (295 518) |
| Stocks de fournitures | 12 | (4 462) | (43 384) |
| Autres actifs non financiers | 13 | (4 147) | 99 677 |
| | 14 | 17 652 569 | 9 978 065 |
| Activités d'investissement en immobilisations | | | |
| Acquisition | 15 | (13 313 205) | (17 808 460) |
| Produit de cession | 16 | 43 658 | 4 103 881 |
| | 17 | (13 269 547) | (13 704 579) |
| Activités de placement | | | |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | | | |
| Émission ou acquisition | 18 | (120 479) | (126 523) |
| Remboursement ou cession | 19 | 58 314 | 3 453 887 |
| Autres placements de portefeuille | | | |
| Acquisition | 20 | (189 433) | (140 934) |
| Cession | 21 | | 117 936 |
| | 22 | (251 598) | 3 304 366 |
| Activités de financement (note 4) | | | |
| Émission de dettes à long terme | 23 | 7 242 300 | 9 622 524 |
| Remboursement de la dette à long terme | 24 | (4 654 305) | (15 413 385) |
| Variation nette des emprunts temporaires | 25 | | |
| Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme | 26 | 10 509 | (38 436) |
| Autres | | | |
| - | 27 | | |
| - | 28 | | |
| | 29 | 2 598 504 | (5 829 297) |
| Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | | | |
| | 30 | 6 729 928 | (6 251 445) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice | | | |
| Solde déjà établi | 31 | 4 117 172 | 10 368 617 |
| Redressement aux exercices antérieurs (note 22) | 32 | | |
| Solde redressé | 33 | 4 117 172 | 10 368 617 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4) | | | |
| | 34 | 10 847 100 | 4 117 172 |

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sorel-Tracy « la Ville » est constituée en vertu du décret no 130-2000 du gouvernement du Québec, daté du 15 mars 2000. Elle est régie par la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, passifs, revenus et charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, passifs, revenus et charges consolidés ligne par ligne, des partenariats et organisme périmunicipal auxquels elle participe dans les proportions suivantes :

| | Valeur de consolidation | |
|---|----------------------------|---------|
| | 2018 | 2017 |
| Régie d'assainissement des eaux Richelieu/Saint-Laurent | 91,0 % | 91,0 % |
| Régie intermunicipale de l'eau Tracy, Saint-Joseph, Saint-Roch | 77,1 % | 77,1 % |
| Régie intermunicipale de la Gare de Sorel (note 25) | 39,4 % | 39,4 % |
| Corporation des Fêtes du 375e anniversaire de la Ville de Sorel-Tracy (note 25) | | |
| | 100,0 % | 100,0 % |

Les opérations interentités sont éliminées.

a) Périmètre comptable

- La Ville contrôle la **Corporation des Fêtes du 375e anniversaire de la Ville de Sorel-Tracy** qui est constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec*. Son rôle est principalement d'administrer et d'organiser les fêtes du 375e anniversaire de la Ville de Sorel-Tracy sans intention de gain pécunier pour ses membres. La Ville n'a versé aucun montant en subvention pour l'année 2018 (110 705 \$ en 2017). Voir la note 25 sur l'opération de dissolution.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

b) Partenariats

- La Ville est membre de la **Régie d'assainissement des eaux Richelieu/Saint-Laurent**, organisme composé de trois municipalités. La Régie est responsable de l'exploitation d'un réseau d'égout. Elle a été créée en vertu de l'article 580 du *Code municipal du Québec* et de l'article 568.11 de la *Loi sur les cités et villes*.

Les dépenses de cet organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres selon un pourcentage déterminé. La quote-part de la Ville pour l'an 2018 est de 1 005 127 \$ (983 451 \$ en 2017) et la Ville a rendu des services pour un montant de 37 465 \$ (38 459 \$ en 2017).

- La Ville est membre de la **Régie intermunicipale de l'eau Tracy, Saint-Joseph, Saint-Roch**, organisme composé de trois municipalités. La Régie est responsable de l'exploitation d'un réseau d'aqueduc. Elle a été créée en vertu du projet de Loi 251 sanctionné le 4 novembre 1993 par l'Assemblée nationale.

Les dépenses de cet organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres selon un pourcentage déterminé. La quote-part de la Ville pour l'an 2018 est de 927 033 \$ (897 027 \$ en 2017) et la Ville a rendu des services pour 65 266 \$ (68 498 \$ en 2017).

- La Ville est membre de la **Régie intermunicipale de la Gare de Sorel**. Elle a été constituée par décret, en date du 19 décembre 1995, conformément aux dispositions des articles 468.11 de la *Loi sur les cités et villes* et 580 du *Code municipal du Québec*. La Régie a pour but l'administration et l'utilisation en commun de l'ancienne gare ferroviaire de Sorel par les villes et municipalités membres du C.I.T. de Sorel-Vareennes, notamment le terminal pour le transport en commun du C.I.T. de Sorel-Vareennes.

Les revenus de l'organisme, après déduction des dépenses, sont répartis entre les membres selon un pourcentage déterminé. Aucun montant n'a été remis en 2018 (néant en 2017). Voir la note 25 sur l'opération de dissolution.

B) Comptabilité d'exercice

Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés de la Ville de Sorel-Tracy, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants des revenus et charges constatés au cours de la période visée par les états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Parmi les principales composantes des états financiers consolidés exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations figurent le coût et la valeur de réalisation nette des stocks, la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des actifs à long terme, les frais courus, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont constitués de dépôts à terme et de placements à long terme à titre d'investissement.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût d'origine, sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes :

| | <u>Période</u> |
|--|----------------|
| Infrastructures | de 3 à 40 ans |
| Bâtiments | de 20 à 40 ans |
| Véhicules | de 5 à 20 ans |
| Ameublement et équipement de bureau | de 5 à 10 ans |
| Machinerie, outillage et équipement divers | de 10 à 40 ans |
| Autres | 10 ans |

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Les immobilisations en cours seront amorties l'année suivante de leur mise en service.

L'amortissement des immobilisations est inclus aux charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Le coût d'une immobilisation doit être réduit lorsque la conjoncture indique qu'elle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs s'y rattachant est inférieure à la valeur comptable nette. La perte de valeur est passée en charges dans l'état consolidé des résultats dans l'exercice alors en cours et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Stocks

Les stocks de pièces et carburants sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Les stocks de produits chimiques et de fournitures sont évalués au coût selon la méthode de l'épuisement successif.

Les stocks désuets sont radiés des livres.

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants, selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Passifs au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Revenus reportés

Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectuées et que les stipulations ne sont pas rencontrées.

Le revenu reporté - Parcs et terrains de jeux est constitué de sommes d'argent reçues en vue d'acquérir ou d'aménager des terrains à des fins suites à une exemption accordée à un promoteur d'un développement domiciliaire de son obligation de céder gratuitement des terrains à la Ville à des fins de parcs, de terrains de jeux ou d'espaces naturels.

E) Revenus

Constatacion des revenus

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spécial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateurs.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

La Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par le gouvernement qu'à partir du moment où il y a eu vote des crédits à l'Assemblée nationale.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les autres revenus sont constatés aux états financiers consolidés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux revenus, dans la mesure où ils ont été autorisés, que les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode pour le régime de retraite capitalisé, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode suivante : valeur lissée sur trois ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

i) Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

ii) Avantages sociaux futurs :

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

iii) Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant les excédents de fonctionnement affectés et non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliation à des fins fiscales.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants :

Le fonds réservé - Fonds de roulement est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

3. Modification de méthodes comptables

La Ville a adopté le chapitre SP2200, « Information relative aux apparentés » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre définit ce qu'on entend par un apparenté et établit les informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers consolidés de la Ville au cours de la période considérée.

La Ville a adopté le chapitre SP3210, « Actifs » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre a pour objet de fournir des indications sur l'application de la définition des actifs énoncée dans le chapitre SP1000, « Fondements conceptuels des états financiers consolidés », et d'établir des normes générales d'informations à fournir à leur sujet. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers consolidés de la Ville au cours de la période considérée.

La Ville a adopté le chapitre SP3320, « Actifs éventuels » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre définit et établit des normes relatives aux informations à fournir pour des catégories précises d'actifs éventuels. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers consolidés de la Ville au cours de la période considérée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

La Ville a adopté le chapitre SP3380, « Droits contractuels » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels. L'adoption de ce chapitre a eu comme incidence d'inscrire des informations supplémentaires dans les notes complémentaires aux états financiers au cours de la période considérée.

La Ville a adopté le chapitre SP3420, « Opérations interentités » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre établit des normes de comptabilisation et d'information applicables aux opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable d'un gouvernement, tant du point de vue du prestataire que de celui du bénéficiaire. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers consolidés de la Ville au cours de la période considérée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| | 2018 | 2017 |
|--|---------------------|------------------|
| 4. Trésorerie et équivalents de trésorerie | | |
| La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de : | | |
| Fonds en caisse et dépôts à vue | 1 10 847 100 | 4 117 172 |
| Découvert bancaire | 2 () () | |
| Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille | 3 | |
| <i>Autres éléments</i> | | |
| - | 4 | |
| - | 5 | |
| - | 6 | |
| - | 7 | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice | 8 10 847 100 | 4 117 172 |
| Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie | 9 | 73 059 |
| Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice | 10 | |
| Note | | |
| 5. Débiteurs | | |
| Taxes municipales | 11 2 264 921 | 3 113 775 |
| Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes | 12 | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 13 1 432 572 | 1 515 221 |
| Gouvernement du Canada et ses entreprises | 14 4 400 997 | 2 433 719 |
| Organismes municipaux | 15 15 960 | 91 470 |
| Autres | | |
| - Divers | 16 2 603 651 | 3 387 472 |
| - | 17 | |
| | 18 10 718 101 | 10 541 657 |
| Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 19 | |
| Organismes municipaux | 20 | |
| Autres tiers | 21 | |
| | 22 | |
| Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs | 23 961 345 | 846 965 |
| Note | | |
| 6. Prêts | | |
| Prêts à un office d'habitation | 24 | |
| Prêts à un fonds d'investissement | 25 | |
| Autres | | |
| - | 26 | |
| - | 27 | |
| | 28 | |
| Provision pour moins-value déduite des prêts | 29 | |
| Note | | |

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | 2018 | 2017 |
|---|----|------------------|------------------|
| 7. Placements de portefeuille | | | |
| Placements à titre d'investissement | 30 | 206 681 | 218 525 |
| Autres placements | 31 | 1 153 146 | 963 713 |
| | 32 | <u>1 359 827</u> | <u>1 182 238</u> |
| Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille | 33 | | |
| Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille | 34 | | |

Note

Les placements à titre d'investissement sont composés d'un fonds de garantie de franchise collective.

Les autres placements sont composés de dépôts à terme portant intérêt à des taux variant de 1,10 % à 2,65 % (1,00 % à 2,55 % en 2017), et échéant à différentes dates jusqu'en juillet 2023.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

| | | | |
|---|----|--------------------|--------------------|
| Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées | 35 | 1 544 568 | 1 827 225 |
| Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées | 36 | <u>(1 304 791)</u> | <u>(1 262 788)</u> |
| | 37 | <u>239 777</u> | <u>564 437</u> |

Charge de l'exercice

| | | | |
|--|----|------------------|------------------|
| Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées | 38 | 2 101 834 | 2 222 740 |
| Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées | 39 | 87 169 | (121 837) |
| Régimes à cotisations déterminées | 40 | | |
| Autres régimes (REER et autres) | 41 | | |
| Régimes de retraite des élus municipaux | 42 | 92 773 | 87 094 |
| | 43 | <u>2 281 776</u> | <u>2 187 997</u> |

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

| | | | |
|---|----|--|--|
| Propriétés destinées à la revente (note 16) | 44 | | |
| Autres | 45 | | |
| | 46 | | |

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La Ville de Sorel-Tracy bénéficie d'une marge de crédit de 7 500 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,25 % (3,7 % au 31 décembre 2018).

La Régie intermunicipale de l'eau Tracy, Saint-Joseph, Saint-Roch bénéficie d'une marge de crédit de 300 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (3,95 % au 31 décembre 2018).

Au 31 décembre 2018, aucun montant n'est utilisé.

11. Crédoeurs et charges à payer

| | | | |
|---|----|-----------|-----------|
| Fournisseurs | 47 | 4 192 440 | 4 320 928 |
| Salaires et avantages sociaux | 48 | 2 094 050 | 2 215 093 |
| Dépôts et retenues de garantie | 49 | 941 316 | 1 376 360 |
| Provision pour contestations d'évaluation | 50 | 532 | 176 853 |
| Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement | 51 | | |
| Assainissement des sites contaminés | 52 | 879 814 | 871 814 |
| Autres | | | |
| - Divers | 53 | 747 052 | 640 000 |
| - Organismes municipaux | 54 | 103 212 | 100 066 |
| - RTM | 55 | | 4 302 |
| - | 56 | | |
| - | 57 | | |
| | 58 | 8 958 416 | 9 705 416 |

Note**12. Revenus reportés**

| | | | |
|---|----|---------|---------|
| Taxes perçues d'avance | 59 | | 3 276 |
| Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques | 60 | | |
| Fonds de développement des territoires | 61 | | |
| Fonds parcs et terrains de jeux | 62 | 191 138 | 215 464 |
| Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire | 63 | | |
| Société québécoise d'assainissement des eaux | 64 | | |
| Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux | 65 | | |
| Autres contributions de promoteurs | 66 | | |
| Fonds de redevances réglementaires | 67 | | |
| Autres | | | |
| - Compensation milieux humides | 68 | 48 300 | 48 300 |
| - Transferts | 69 | 36 193 | 98 059 |
| - Revenus perçus d'avance | 70 | 73 509 | 29 615 |
| - | 71 | | |
| | 72 | 349 140 | 394 714 |

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | | | | 2018 | | 2017 | |
|---|----------------|------|----------|------|------|-------------|-------------|-----|
| 13. Dette à long terme | Taux d'intérêt | | Échéance | | | | | |
| | de | à | de | à | | | | |
| Obligations et billets en monnaie canadienne | 1,25 | 3,40 | 2019 | 2025 | 73 | 59 812 380 | 57 045 640 | |
| Obligations et billets en monnaies étrangères | | | | | 74 | | | |
| Gains (pertes) de change reportés | | | | | 75 | | | |
| | | | | | 76 | | | |
| Autres dettes à long terme | | | | | | | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | | | | | 77 | | | 650 |
| Organismes municipaux | | | | | 78 | | | |
| Obligations découlant de contrats de location-acquisition | 6,00 | | 2019 | | 79 | 601 | 2 707 | |
| Autres | 2,00 | 2,00 | 2019 | 2032 | 80 | 2 463 844 | 2 639 833 | |
| | | | | | 81 | 62 276 825 | 59 688 830 | |
| Frais reportés liés à la dette à long terme | | | | | 82 | (458 051) | (468 560) | |
| | | | | | 83 | 61 818 774 | 59 220 270 | |

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

| | Obligations et billets | | Autres dettes à long terme | | Total 2018 | | | | |
|-------------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|--------|------------|-----|-----------|-----|------------|
| | Avec fonds d'amortissement | Sans fonds d'amortissement | Location-acquisition | Autres | | | | | |
| 2019 | 84 | 92 | 9 379 795 | 100 | 641 | 109 | 175 989 | 117 | 9 556 425 |
| 2020 | 85 | 93 | 12 535 259 | 101 | | 110 | 175 989 | 118 | 12 711 248 |
| 2021 | 86 | 94 | 13 007 644 | 102 | | 111 | 175 989 | 119 | 13 183 633 |
| 2022 | 87 | 95 | 11 244 261 | 103 | | 112 | 175 989 | 120 | 11 420 250 |
| 2023 | 88 | 96 | 9 995 647 | 104 | | 113 | 175 989 | 121 | 10 171 636 |
| 2024 et + | 89 | 97 | 3 649 774 | 105 | | 114 | 1 583 899 | 122 | 5 233 673 |
| | 90 | 98 | 59 812 380 | 106 | 641 | 115 | 2 463 844 | 123 | 62 276 865 |
| Intérêts et frais accessoires | | | | 107 | (40) | | | 124 | (40) |
| | 91 | 99 | 59 812 380 | 108 | 601 | 116 | 2 463 844 | 125 | 62 276 825 |

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

| | 2018 | 2017 | |
|--|------|---------------|---------------|
| Revenant à (à la charge de) | | | |
| L'organisme municipal | 126 | (41 875 398) | (49 720 112) |
| Tiers | | | |
| Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes | 127 | (6 086 127) | (3 194 784) |
| Autres | 128 | () | () |
| | 129 | (47 961 525) | (52 914 896) |

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| 15. Immobilisations | | Solde au début | | Addition | | Cession / Ajustement | | Solde à la fin |
|--|-----|-----------------------|-----|-------------------|-----|-----------------------------|-----|-----------------------|
| COÛT | | | | | | | | |
| Infrastructures | | | | | | | | |
| Eau potable | 130 | 37 057 616 | 158 | 595 487 | 185 | 421 661 | 212 | 37 231 442 |
| Eaux usées | 131 | 31 217 946 | 159 | 295 803 | 186 | 575 716 | 213 | 30 938 033 |
| Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs | 132 | 71 180 153 | 160 | 2 322 771 | 187 | 2 293 214 | 214 | 71 209 710 |
| Autres | 133 | 12 050 086 | 161 | 109 309 | 188 | (7 217) | 215 | 12 166 612 |
| Réseau d'électricité | 134 | | 162 | | 189 | | 216 | |
| Bâtiments | 135 | 62 466 351 | 163 | 1 091 958 | 190 | (2 284 468) | 217 | 65 842 777 |
| Améliorations locatives | 136 | | 164 | | 191 | | 218 | |
| Véhicules | 137 | 7 233 224 | 165 | 378 181 | 192 | 295 226 | 219 | 7 316 179 |
| Ameublement et équipement de bureau | 138 | 3 686 429 | 166 | 196 037 | 193 | 1 000 747 | 220 | 2 881 719 |
| Machinerie, outillage et équipement divers | 139 | 8 943 156 | 167 | 480 586 | 194 | 870 987 | 221 | 8 552 755 |
| Terrains | 140 | 8 442 096 | 168 | 2 442 414 | 195 | | 222 | 10 884 510 |
| Autres | 141 | | 169 | | 196 | | 223 | |
| | 142 | <u>242 277 057</u> | 170 | <u>7 912 546</u> | 197 | <u>3 165 866</u> | 224 | <u>247 023 737</u> |
| Immobilisations en cours | 143 | <u>3 472 593</u> | 171 | <u>5 400 659</u> | 198 | <u>2 919 229</u> | 225 | <u>5 954 023</u> |
| | 144 | <u>245 749 650</u> | 172 | <u>13 313 205</u> | 199 | <u>6 085 095</u> | 226 | <u>252 977 760</u> |
| AMORTISSEMENT CUMULÉ | | | | | | | | |
| Infrastructures | | | | | | | | |
| Eau potable | 145 | 15 907 551 | 173 | 906 066 | 200 | 421 661 | 227 | 16 391 956 |
| Eaux usées | 146 | 13 415 209 | 174 | 765 276 | 201 | 555 401 | 228 | 13 625 084 |
| Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs | 147 | 27 113 127 | 175 | 2 428 269 | 202 | 2 293 214 | 229 | 27 248 182 |
| Autres | 148 | 4 989 618 | 176 | 547 081 | 203 | 463 135 | 230 | 5 073 564 |
| Réseau d'électricité | 149 | | 177 | | 204 | | 231 | |
| Bâtiments | 150 | 23 124 649 | 178 | 1 318 043 | 205 | | 232 | 24 442 692 |
| Améliorations locatives | 151 | | 179 | | 206 | | 233 | |
| Véhicules | 152 | 3 517 219 | 180 | 452 935 | 207 | 295 226 | 234 | 3 674 928 |
| Ameublement et équipement de bureau | 153 | 2 490 155 | 181 | 337 418 | 208 | 1 069 479 | 235 | 1 758 094 |
| Machinerie, outillage et équipement divers | 154 | 4 809 092 | 182 | 590 623 | 209 | 984 378 | 236 | 4 415 337 |
| Autres | 155 | | 183 | | 210 | | 237 | |
| | 156 | <u>95 366 620</u> | 184 | <u>7 345 711</u> | 211 | <u>6 082 494</u> | 238 | <u>96 629 837</u> |
| VALEUR COMPTABLE NETTE | 157 | <u>150 383 030</u> | | | | | 239 | <u>156 347 923</u> |
| Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations | | | | | | | | |
| Coût | 240 | 272 184 | 243 | | 245 | 9 315 | 247 | 262 869 |
| Amortissement cumulé | 241 | (82 659) | 244 | (614) | 246 | (4 347) | 248 | (78 926) |
| Valeur comptable nette | 242 | <u>189 525</u> | | | | | 249 | <u>183 943</u> |

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | 2018 | 2017 |
|---|-----|-----------|-----------|
| 16. Propriétés destinées à la revente | | | |
| Immeubles de la réserve foncière | 250 | 31 742 | 31 742 |
| Immeubles industriels municipaux | 251 | 4 027 914 | 4 693 488 |
| Autres | 252 | 854 824 | 824 824 |
| | 253 | 4 914 480 | 5 550 054 |
| <hr/> | | | |
| Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9) | 254 | | |
| Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente » | 255 | 4 914 480 | 5 550 054 |

Note**17. Autres actifs non financiers**

| | | | |
|------------------------|-----|---------|---------|
| Frais payés d'avance | | | |
| - Assurances et autres | 256 | 266 496 | 230 178 |
| - | 257 | | |
| - | 258 | | |
| Autres | | | |
| - Avance salaire | 259 | 121 982 | 143 649 |
| - Assurances groupes | 260 | 313 328 | 323 832 |
| | 261 | 701 806 | 697 659 |

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée, d'après des contrats de déneigement et autres engagements échéant jusqu'en 2022, à verser une somme totale de 14 783 585 \$ durant cette période. Les versements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 8 322 009 \$ en 2019, 4 035 301 \$ en 2020, 2 199 350 \$ en 2021 et 226 925 \$ en 2022.

La Régie d'assainissement des eaux de Richelieu/Saint-Laurent s'est engagée, d'après un contrat relatif à la fourniture de services professionnels de gestion de l'exploitation des ouvrages d'épuration des eaux échéant en 2020, à verser une somme totale de 582 941 \$. Les versements exigibles s'élèvent à 411 488 \$ pour 2019 et à 171 453 \$ pour 2020.

De plus, la Régie d'assainissement des eaux de Richelieu/Saint-Laurent s'est engagée, en vertu d'un contrat relatif à la fourniture de services administratifs, échéant en 2020, à verser des honoraires totalisant 47 615 \$. Les versements exigibles s'élèvent à 36 926 \$ pour 2019 et à 10 689 \$ pour 2020. Au cours de l'exercice, la portion attribuable à la Ville s'établit à 91 % et devrait être sensiblement le même pourcentage pour les deux prochains exercices.

La Régie intermunicipale de l'eau Tracy, Saint-Joseph, Saint-Roch s'est engagée, en vertu de divers contrats de services professionnels, d'acquisition et de réparation de divers équipements. Les montants maximums futurs totalisent 4 630 \$ en 2019. Au 31 décembre 2018, la portion attribuable à la Ville s'établit à 77,1 % et devrait être sensiblement le même pourcentage pour le prochain exercice.

Office municipal d'habitation de la municipalité

L'Office municipal d'habitation de Sorel-Tracy, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

19. Droits contractuels

Divers tiers et organismes se sont engagés en vertu de multiples ententes, baux et contrats à verser à la Ville de Sorel-Tracy une somme totale de 9 247 984 \$ au cours des cinq prochaines années.

Droits contractuels au 31 décembre 2018
(en milliers de dollars)

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Total |
|---------------|-------|-------|-------|-------|------|-------|
| Ententes/Baux | 2 186 | 2 142 | 2 057 | 2 031 | 818 | 9 234 |
| Transferts | 7 | 7 | | | | 14 |

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

La Ville a endossé des emprunts contractés par cinq organismes. Au 31 décembre 2018, il est impossible d'évaluer le montant que la Ville pourrait avoir à verser en cas de défaut de paiement de ces organismes. Les organismes sont :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

- Le Festival de la gibelotte pour un montant maximal de 125 000 \$ sur emprunt autorisé de 150 000 \$. Au 31 décembre 2018, le solde de l'emprunt était de 110 000 \$.

- La Société de développement économique de Sorel-Tracy pour un montant maximal de 3 200 000 \$ sur un emprunt autorisé de 4 595 000 \$. Au 31 décembre 2018, le solde de l'emprunt était de 2 934 889 \$.

- Azimut Diffusion inc. pour un montant maximal de 6 280 200 \$. Au 31 décembre 2018, le solde de l'emprunt était de 5 114 215 \$.

- La Marina de Saurel inc. pour un montant maximal de 2 200 000 \$. Au 31 décembre 2018, le solde de l'emprunt était de 1 475 093 \$.

- Le Regroupement indépendant pour la relance économique de la région de Sorel-Tracy pour un montant maximal de 4 255 000 \$. Au 31 décembre 2018, le solde de l'emprunt était de 4 109 249 \$.

La Ville est solidairement et conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité Régionale de Comté (MRC) de Pierre-De Saurel. Au 31 décembre 2018, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 9 140 755 \$.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après l'élimination des opérations réciproques.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

25 Opération de restructuration et de dissolution

Le 19 mai 2016, l'Assemblée nationale a sanctionné le projet de loi 76 modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal. Ce projet de loi fait en sorte que les Conseils intermunicipaux de transport ont été dissous et remplacés, le 1er juin 2017, par deux nouveaux organismes, à savoir l'Autorité régionale de transport métropolitain et le Réseau de transport métropolitain.

Dans les circonstances, les municipalités concernées ont modifié l'entente intermunicipale relative à la constitution de la Régie intermunicipale de la Gare de Sorel pour y mettre fin. L'entente à cet effet a été approuvée le 5 juillet 2018 par le sous-ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

En janvier 2019, une demande de procéder à la dissolution de la Régie intermunicipale de la Gare de Sorel a été envoyée au ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

Au 31 décembre 2018, on estime que la dissolution de la Régie intermunicipale de la Gare de Sorel est sans impact financier matériel pour la Ville de Sorel-Tracy.

Par ailleurs, la Corporation des Fêtes du 375e anniversaire de la Ville de Sorel-Tracy a été dissoute le 30 novembre 2018.

L'effet de l'opération de dissolution de la Corporation des Fêtes du 375e anniversaire de la Ville de Sorel-Tracy ne représente aucun impact financier pour la Ville. Au cours de l'exercice, la portion des opérations attribuable à la Ville s'établit à 100 %.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| | | Réalisations 2017 | Budget 2018 | Réalisations 2018 | | | |
|---|----|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|---------------------------------------|---|------------------------------------|
| | | Administration municipale | Administration municipale | Administration municipale | Ventilation de l'amortissement | Organismes contrôlés et partenariats | Total consolidé¹ |
| Revenus | | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | | |
| Taxes | 1 | 43 217 451 | 44 549 015 | 45 102 516 | | | 45 102 302 |
| Compensations tenant lieu de taxes | 2 | 4 774 588 | 4 872 600 | 4 826 062 | | | 4 825 637 |
| Quotes-parts | 3 | | | | | 1 928 375 | (3 785) |
| Transferts | 4 | 1 282 004 | 969 130 | 1 150 192 | | 6 990 | 1 157 182 |
| Services rendus | 5 | 5 536 543 | 5 351 455 | 5 628 526 | | | 5 527 266 |
| Imposition de droits | 6 | 1 664 315 | 990 200 | 1 926 407 | | | 1 926 407 |
| Amendes et pénalités | 7 | 977 226 | 1 030 200 | 1 051 892 | | | 1 051 892 |
| Revenus de placements de portefeuille | 8 | 108 049 | 85 000 | 109 282 | | | 109 282 |
| Autres revenus d'intérêts | 9 | 157 915 | 130 000 | 136 918 | | 19 990 | 156 908 |
| Autres revenus | 10 | 1 249 516 | 622 400 | 1 781 236 | | 2 490 | 1 783 726 |
| Effet net des opérations de restructuration | 11 | | | | | | |
| | 12 | 58 967 607 | 58 600 000 | 61 713 031 | | 1 957 845 | 61 636 817 |
| Investissement | | | | | | | |
| Taxes | 13 | 1 340 548 | 1 333 000 | 1 353 991 | | | 1 353 991 |
| Quotes-parts | 14 | | | | | | |
| Transferts | 15 | 2 695 969 | | 6 244 754 | | | 6 244 754 |
| Imposition de droits | 16 | | | | | | |
| Autres revenus | | | | | | | |
| Contributions des promoteurs | 17 | | | | | | |
| Autres | 18 | 305 753 | 48 000 | 432 929 | | | 432 929 |
| Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux | 19 | | | | | | |
| | 20 | 4 342 270 | 1 381 000 | 8 031 674 | | | 8 031 674 |
| | 21 | 63 309 877 | 59 981 000 | 69 744 705 | | 1 957 845 | 69 668 491 |
| Charges | | | | | | | |
| Administration générale | 22 | 7 199 261 | 7 703 690 | 7 114 576 | 279 806 | | 7 394 382 |
| Sécurité publique | 23 | 10 368 585 | 10 300 460 | 10 493 704 | 498 863 | | 10 992 567 |
| Transport | 24 | 8 377 926 | 8 386 160 | 8 446 641 | 2 618 216 | | 11 064 857 |
| Hygiène du milieu | 25 | 7 848 248 | 8 727 910 | 8 716 920 | 1 812 895 | 2 000 905 | 10 496 661 |
| Santé et bien-être | 26 | 245 378 | 460 880 | 113 581 | 51 | | 113 632 |
| Aménagement, urbanisme et développement | 27 | 2 213 493 | 2 368 250 | 2 537 370 | 73 549 | | 2 610 919 |
| Loisirs et culture | 28 | 12 805 551 | 13 005 100 | 13 387 774 | 1 804 522 | 12 208 | 15 204 504 |
| Réseau d'électricité | 29 | | | | | | |
| Frais de financement | 30 | 1 398 345 | 1 523 090 | 1 492 282 | | 7 388 | 1 499 670 |
| Effet net des opérations de restructuration | 31 | | | | | | |
| Amortissement des immobilisations | 32 | 6 499 953 | 6 900 000 | 7 087 902 | (7 087 902) | | |
| | 33 | 56 956 740 | 59 375 540 | 59 390 750 | | 2 020 501 | 59 377 192 |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 34 | 6 353 137 | 605 460 | 10 353 955 | | (62 656) | 10 291 299 |

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | Réalisations 2017 | Budget 2018 | Réalisations 2018 | Total consolidé ¹ |
|--|----|---------------------------|---------------------------|---|------------------------------|
| | | Administration municipale | Administration municipale | Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats | |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 1 | 6 353 137 | 605 460 | 10 353 955 | 10 291 299 |
| Moins: revenus d'investissement | 2 | (4 342 270) | (1 381 000) | (8 031 674) | (8 031 674) |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales | 3 | 2 010 867 | (775 540) | 2 322 281 | 2 259 625 |
| CONCILIATION À DES FINS FISCALES | | | | | |
| <i>Ajouter (déduire)</i> | | | | | |
| Immobilisations | | | | | |
| Amortissement | 4 | 6 499 953 | 6 900 000 | 7 087 902 | 7 345 711 |
| Produit de cession | 5 | 725 329 | 20 000 | 43 658 | 43 658 |
| (Gain) perte sur cession | 6 | (465 113) | | (41 057) | (41 057) |
| Réduction de valeur / Reclassement | 7 | | | | |
| | 8 | 6 760 169 | 6 920 000 | 7 090 503 | 7 348 312 |
| Propriétés destinées à la revente | | | | | |
| Coût des propriétés vendues | 9 | 312 590 | | 635 574 | 635 574 |
| Réduction de valeur / Reclassement | 10 | | | | |
| | 11 | 312 590 | | 635 574 | 635 574 |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | | | | | |
| Remboursement ou produit de cession | 12 | 163 498 | | 58 314 | 58 314 |
| (Gain) perte sur remboursement ou sur cession | 13 | | | | |
| Provision pour moins-value / Réduction de valeur | 14 | 46 154 | 60 000 | 74 009 | 74 009 |
| | 15 | 209 652 | 60 000 | 132 323 | 132 323 |
| Financement | | | | | |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | 16 | | | | |
| Remboursement de la dette à long terme | 17 | (4 943 398) | (4 632 360) | (4 642 044) | (4 654 303) |
| | 18 | (4 943 398) | (4 632 360) | (4 642 044) | (4 654 303) |
| Affectations | | | | | |
| Activités d'investissement | 19 | (1 553 184) | (1 528 000) | (905 481) | (916 760) |
| Excédent (déficit) accumulé | | | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 20 | 64 339 | | 289 211 | 289 211 |
| Excédent de fonctionnement affecté | 21 | 9 980 | 1 750 000 | | |
| Réserves financières et fonds réservés | 22 | (1 377 938) | (1 500 000) | (1 334 831) | (1 334 831) |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 23 | (80 550) | (294 100) | (311 200) | (311 200) |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 24 | | | | |
| | 25 | (2 937 353) | (1 572 100) | (2 262 301) | (2 273 580) |
| | 26 | (598 340) | 775 540 | 954 055 | 1 188 326 |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales | 27 | 1 412 527 | | 3 276 336 | 3 447 951 |

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | Réalizations 2017 | | Réalizations 2018 | |
|--|----|---------------------------|---------------------------|--------------------------------------|------------------------------|
| | | Administration municipale | Administration municipale | Organismes contrôlés et partenariats | Total consolidé ¹ |
| Revenus d'investissement | 1 | 4 342 270 | 8 031 674 | | 8 031 674 |
| CONCILIATION À DES FINS FISCALES | | | | | |
| <i>Ajouter (déduire)</i> | | | | | |
| Immobilisations | | | | | |
| Acquisition | | | | | |
| Administration générale | 2 | (682 763) | (276 584) | () | (276 584) |
| Sécurité publique | 3 | (161 597) | (273 030) | () | (273 030) |
| Transport | 4 | (5 909 738) | (5 301 989) | () | (5 301 989) |
| Hygiène du milieu | 5 | (4 739 091) | (3 000 220) | (87 170) | (3 087 390) |
| Santé et bien-être | 6 | () | () | () | () |
| Aménagement, urbanisme et développement | 7 | (64 963) | (2 148 014) | () | (2 148 014) |
| Loisirs et culture | 8 | (6 096 667) | (2 226 198) | () | (2 226 198) |
| Réseau d'électricité | 9 | () | () | () | () |
| | 10 | (17 654 819) | (13 226 035) | (87 170) | (13 313 205) |
| Propriétés destinées à la revente | | | | | |
| Acquisition | 11 | (608 108) | () | () | () |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | | | | | |
| Émission ou acquisition | 12 | (126 523) | (120 479) | () | (120 479) |
| Financement | | | | | |
| Financement à long terme des activités d'investissement | 13 | 6 472 100 | 7 242 300 | | 7 242 300 |
| Affectations | | | | | |
| Activités de fonctionnement | 14 | 1 553 184 | 905 481 | 11 279 | 916 760 |
| Excédent accumulé | | | | | |
| Excédent de fonctionnement non affecté | 15 | 1 007 668 | 1 275 822 | | 1 275 822 |
| Excédent de fonctionnement affecté | 16 | 3 720 495 | 907 497 | 75 891 | 983 388 |
| Réserves financières et fonds réservés | 17 | 1 561 577 | 1 788 489 | | 1 788 489 |
| | 18 | 7 842 924 | 4 877 289 | 87 170 | 4 964 459 |
| | 19 | (4 074 426) | (1 226 925) | | (1 226 925) |
| Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales | 20 | 267 844 | 6 804 749 | | 6 804 749 |

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

| | | <u>2017</u> | <u>Administration</u> | <u>2018</u> | <u>Total</u> |
|---|----|----------------|-----------------------|--------------|------------------------|
| | | Administration | municipale | Organismes | consolidé ¹ |
| | | | municipale | contrôlés et | |
| | | | | partenariats | |
| ACTIFS FINANCIERS | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4) | 1 | 3 171 407 | 9 993 877 | 853 223 | 10 847 100 |
| Débiteurs (note 5) | 2 | 10 493 469 | 10 656 604 | 61 497 | 10 718 101 |
| Prêts (note 6) | 3 | | | | |
| Placements de portefeuille (note 7) | 4 | 218 525 | 206 681 | 1 153 146 | 1 359 827 |
| Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | 5 | | | | |
| Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8) | 6 | 564 437 | 239 777 | | 239 777 |
| Autres actifs financiers (note 9) | 7 | | | | |
| | 8 | 14 447 838 | 21 096 939 | 2 067 866 | 23 164 805 |
| PASSIFS | | | | | |
| Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4) | 9 | | | | |
| Emprunts temporaires (note 10) | 10 | | | | |
| Créditeurs et charges à payer (note 11) | 11 | 9 568 308 | 8 796 203 | 162 213 | 8 958 416 |
| Revenus reportés (note 12) | 12 | 394 714 | 349 140 | | 349 140 |
| Dette à long terme (note 13) | 13 | 58 974 630 | 61 589 972 | 228 802 | 61 818 774 |
| Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8) | 14 | | | | |
| | 15 | 68 937 652 | 70 735 315 | 391 015 | 71 126 330 |
| ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14) | 16 | (54 489 814) | (49 638 376) | 1 676 851 | (47 961 525) |
| ACTIFS NON FINANCIERS | | | | | |
| Immobilisations (note 15) | 17 | 145 590 521 | 151 726 055 | 4 621 868 | 156 347 923 |
| Propriétés destinées à la revente (note 16) | 18 | 5 550 054 | 4 914 480 | | 4 914 480 |
| Stocks de fournitures | 19 | 413 098 | 412 933 | 24 633 | 437 566 |
| Autres actifs non financiers (note 17) | 20 | 676 621 | 679 351 | 22 455 | 701 806 |
| | 21 | 152 230 294 | 157 732 819 | 4 668 956 | 162 401 775 |
| EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ | | | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 22 | 3 104 393 | 3 082 392 | 404 599 | 3 486 991 |
| Excédent de fonctionnement affecté | 23 | 3 638 621 | 4 110 855 | 1 552 721 | 5 663 576 |
| Réserves financières et fonds réservés | 24 | 1 003 214 | 1 180 962 | | 1 180 962 |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 25 | (3 177 147) | (2 428 880) | | (2 428 880) |
| Financement des investissements en cours | 26 | (515 011) | 6 011 343 | | 6 011 343 |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 27 | 93 686 410 | 96 137 771 | 4 388 487 | 100 526 258 |
| Gains (pertes) de réévaluation cumulés | 28 | | | | |
| | 29 | 97 740 480 | 108 094 443 | 6 345 807 | 114 440 250 |

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| | | Administration municipale | | Données consolidées | |
|---|----|----------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| | | Budget 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2017 |
| Rémunération | 1 | 17 484 085 | 17 250 932 | 17 645 241 | 17 655 087 |
| Charges sociales | 2 | 4 663 805 | 4 701 035 | 4 806 775 | 4 726 120 |
| Biens et services | 3 | 17 669 910 | 18 685 742 | 19 833 590 | 21 733 555 |
| Frais de financement | | | | | |
| Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge | | | | | |
| De l'organisme municipal | 4 | 1 353 670 | 1 257 987 | 1 265 375 | 1 281 473 |
| D'autres organismes municipaux | 5 | | | | |
| Du gouvernement du Québec et ses entreprises | 6 | 109 420 | 184 185 | 184 185 | 118 766 |
| D'autres tiers | 7 | | | | |
| Autres frais de financement | 8 | 60 000 | 50 110 | 50 110 | 60 948 |
| Contributions à des organismes | | | | | |
| Organismes municipaux | | | | | |
| Quotes-parts | 9 | 7 823 690 | 7 861 374 | 5 929 214 | 5 399 997 |
| Transferts | 10 | | | | |
| Autres | 11 | 1 497 405 | | | |
| Autres organismes | | | | | |
| Transferts | 12 | 1 253 280 | 1 294 606 | 1 300 108 | 961 685 |
| Autres | 13 | | | | |
| Amortissement des immobilisations | 14 | 6 900 000 | 7 087 902 | 7 345 711 | 6 941 848 |
| Autres | | | | | |
| - Créances douteuses, réclamation | 15 | 560 275 | 1 016 877 | 1 016 883 | 646 055 |
| - | 16 | | | | 916 555 |
| - | 17 | | | | |
| | 18 | 59 375 540 | 59 390 750 | 59 377 192 | 60 442 089 |

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

| | |
|--|---|
| Revenus sur les placements de portefeuille | 1 |
| Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement | 2 |
| Autres revenus | 3 |
| | 4 |

Charges

| | |
|---|-----------|
| Créances douteuses | |
| Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 5 |
| Variation de la provision pour moins-value | 6 |
| | 7 |
| Autres charges | 8 |
| | 9 |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 10 |

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

| | |
|--|--|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 11 |
| Placements de portefeuille | 12 |
| Débiteurs | 13 |
| Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 14 |
| Provision pour moins-value | 15 () () |
| | 16 |
| | 17 |

Passifs

| | |
|--|-----------|
| Créditeurs et charges à payer | 18 |
| Revenus reportés | 19 |
| Dette à long terme | 20 |
| | 21 |
| Solde du Fonds local d'investissement | 22 |

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

| | |
|-------------------------------------|----|
| Libres | 23 |
| Supportant les engagements de prêts | 24 |
| Supportant les garanties de prêts | 25 |
| | 26 |

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

| | | |
|--|---|--|
| Revenus provenant de la gestion foncière | 1 | |
| Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier | 2 | |
| Autres revenus | 3 | |
| | 4 | |

Charges

| | | |
|-------------------------|---|--|
| Frais de gestion | | |
| Salaires | 5 | |
| Créances douteuses | 6 | |
| Autres frais de gestion | 7 | |
| | 8 | |

Activités et projets de mise en valeur du territoire

| | | |
|---|----|--|
| - | 9 | |
| - | 10 | |
| - | 11 | |
| - | 12 | |
| - | 13 | |
| - | 14 | |
| | 15 | |
| | 16 | |

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

| | | |
|---|----|---|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 18 | |
| Placements de portefeuille | 19 | |
| Débiteurs | 20 | |
| Provision pour créances douteuses | 21 | () () |
| | 22 | |
| Autres | 23 | |
| | 24 | |

Passifs

| | | |
|--|----|--|
| Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie | 25 | |
| Créditeurs et charges à payer | 26 | |
| Revenus reportés | | |
| Provenant de la gestion foncière | 27 | |
| Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier | 28 | |
| Autres | 29 | |
| Autres | 30 | |
| | 31 | |

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

32

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

| | | 2018 | 2017 |
|--|-----|---------------|-------------|
| Excédent (déficit) accumulé | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 1 | 3 486 991 | 3 573 650 |
| Excédent de fonctionnement affecté | 2 | 5 663 576 | 5 030 966 |
| Réserves financières et fonds réservés | 3 | 1 180 962 | 1 003 214 |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 4 (| 2 428 880) (| 3 177 147) |
| Financement des investissements en cours | 5 | 6 011 343 | (515 011) |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 6 | 100 526 258 | 98 233 279 |
| Gains (pertes) de réévaluation cumulés | 7 | | |
| | 8 | 114 440 250 | 104 148 951 |
| VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | | | |
| Administration municipale | 9 | 3 082 392 | 3 104 393 |
| Organismes contrôlés et partenariats ¹ | 10 | 404 599 | 469 257 |
| | 11 | 3 486 991 | 3 573 650 |
| Excédent de fonctionnement affecté | | | |
| Administration municipale | | | |
| - Activités d'investissement | 12 | 2 130 355 | 1 888 621 |
| - Budget 2019 | 13 | 1 730 500 | 1 700 000 |
| - Héberge le Grand Héron | 14 | 250 000 | 50 000 |
| - | 15 | | |
| - | 16 | | |
| - | 17 | | |
| - | 18 | | |
| - | 19 | | |
| - | 20 | | |
| | 21 | 4 110 855 | 3 638 621 |
| Organismes contrôlés et partenariats ¹ | | | |
| - Activités d'investissement | 22 | 164 971 | 186 595 |
| - Réserve de boues | 23 | 1 387 750 | 1 205 750 |
| - | 24 | | |
| | 25 | 1 552 721 | 1 392 345 |
| | 26 | 5 663 576 | 5 030 966 |
| Réserves financières et fonds réservés | | | |
| Réserves financières - Administration municipale | | | |
| - 375e anniversaire Sorel-Tracy | 27 | 454 941 | 468 660 |
| - | 28 | | |
| - | 29 | | |
| - | 30 | | |
| - | 31 | | |
| | 32 | 454 941 | 468 660 |
| Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats | | | |
| - | 33 | | |
| - | 34 | | |
| - | 35 | | |
| | 36 | | |
| Fonds réservés | | | |
| Fonds de roulement | | | |
| Administration municipale | 37 | 672 089 | 533 038 |
| Organismes contrôlés et partenariats | 38 | | |
| Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés | | | |
| Montant réservé pour le service de la dette à long terme | | | |
| Administration municipale | 39 | 53 932 | 1 516 |
| Organismes contrôlés et partenariats | 40 | | |
| Montant non réservé | | | |
| Administration municipale | 41 | | |
| Organismes contrôlés et partenariats | 42 | | |
| Fonds local d'investissement | 43 | | |
| Fonds local de solidarité | 44 | | |
| Autres | | | |
| - | 45 | | |
| - | 46 | | |
| | 47 | 726 021 | 534 554 |
| | 48 | 1 180 962 | 1 003 214 |

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

| | 2018 | 2017 |
|---|----------------------|---------------|
| VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite) | | |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | | |
| Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables | | |
| Avantages sociaux futurs | | |
| Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007 | | |
| Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite | 49 () () | () |
| Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs | 50 () () | () |
| Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007 | | |
| Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite | | |
| Mesure d'allègement pour la crise financière 2008 | 51 () () | () |
| Autres | 52 (1 094 000) () | (1 405 200) |
| Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs | 53 () () | () |
| | 54 (1 094 000) () | (1 405 200) |
| Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement | 55 () () | () |
| Assainissement des sites contaminés | 56 () () | () |
| Appariement fiscal pour revenus de transfert | 57 () () | () |
| Autres | 58 () () | () |
| - | 59 () () | () |
| | 60 (1 094 000) () | (1 405 200) |
| Mesures d'allègement fiscal transitoires | | |
| Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000 | | |
| Salaires et avantages sociaux | 61 () () | () |
| Intérêts sur la dette à long terme | 62 (880) () | (1 447) |
| Mesures relatives à la TVQ | | |
| Utilisation du fonds général | 63 () () | () |
| Utilisation du fonds de roulement | 64 () () | () |
| Mesure relative aux frais reportés | 65 () () | () |
| Autres | 66 () () | () |
| - | 67 () () | () |
| | 68 (880) () | (1 447) |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | | |
| Mesure transitoire relative à la TVQ | 69 () () | () |
| Frais d'émission de la dette à long terme | 70 () () | () |
| Dette à long terme liée au FLI et au FLS | 71 () () | () |
| Autres | | |
| - Regime retraite déficit | 72 (564 100) () | (901 300) |
| - Programme Revi-Sols | 73 (769 900) () | (869 200) |
| | 74 (1 334 000) () | (1 770 500) |
| Éléments présentés à l'encontre des DCTP | | |
| Financement des activités de fonctionnement | 75 | () |
| Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement | 76 | () |
| Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS | 77 | () |
| Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement | 78 | () |
| Autres | 79 | () |
| - | 80 | () |
| | 81 (2 428 880) () | (3 177 147) |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

| | | 2018 | 2017 |
|--|-------|--------------|----------------|
| VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite) | | | |
| Financement des investissements en cours | | | |
| Financement non utilisé | 82 | 6 011 343 | 1 728 536 |
| Investissements à financer | 83 (|) | (2 243 547) |
| | 84 | 6 011 343 | (515 011) |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | | | |
| Éléments d'actif | | | |
| Immobilisations | 85 | 156 347 923 | 150 383 030 |
| Propriétés destinées à la revente | 86 | 4 914 480 | 5 550 054 |
| Prêts | 87 | | |
| Placements de portefeuille à titre d'investissement | 88 | 206 681 | 218 525 |
| Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | 89 | | |
| | 90 | 161 469 084 | 156 151 609 |
| Ajustements aux éléments d'actif | 91 | | |
| | 92 | 161 469 084 | 156 151 609 |
| Éléments de passif correspondant | | | |
| Dettes à long terme | 93 (| 61 818 774) | (59 220 270) |
| Frais reportés liés à la dette à long terme | 94 (| 458 051) | (468 560) |
| Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme | 95 | | |
| Dettes aux fins des activités de fonctionnement | 96 | | |
| Autres dettes n'affectant pas l'investissement net | 97 | 1 333 999 | 1 770 500 |
| | 98 (| 60 942 826) | (57 918 330) |
| Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif | 99 (|) | () |
| | 100 (| 60 942 826) | (57 918 330) |
| | 101 | 100 526 258 | 98 233 279 |

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

| | Régimes de retraite enregistrés | | Régimes supplémentaires de retraite | |
|--|------------------------------------|---|---|---|
| | 1 | 1 | 2 | 1 |
| Nombre de régimes à la fin de l'exercice | 1 | 1 | 2 | 1 |

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Avant de tenir compte de modifications qui ont été apportées au régime en date du 1er juillet 2017, les employés de la Ville participaient à l'un des deux régimes de retraite offerts. Tous les employés de l'ex-Sorel et les nouveaux employés engagés depuis le 1er janvier 2002 participent au Régime de retraite pour les employés municipaux de la Ville de Sorel-Tracy (« Régime Sorel »), alors que les employés de l'ex-Tracy ont eu la possibilité d'adhérer ou non (à des dates différentes selon les groupes) au Régime Sorel pour leur service futur, alors que leur service passé est maintenu dans le Régime de retraite des officiers et employés de la Ville de Tracy (« Régime Tracy »). En 2009, une demande de fusion des deux régimes a été transmise aux autorités gouvernementales et elle a été acceptée en 2010. Cette fusion n'a pas d'impact sur les prestations payables aux participants, puisque leurs droits continuent de s'accumuler selon la formule du Régime Sorel ou du Régime Tracy, selon le cas. Les deux régimes, tels que décrits ci-après, sont donc considérés comme ne formant qu'un seul régime à compter de l'année 2009.

Formule du Régime Sorel

Pour le service crédité avant le 1er janvier 2001, la rente annuelle est égale à 2 % du salaire de l'année 2000 par année de service créditée à cette date. Pour le service crédité à compter du 1er janvier 2001, la rente créditée annuellement au régime est de 2 % du salaire de l'année (à l'exception des cadres et des cols blancs pour qui, depuis le 1er janvier 2008, la rente totale est égale à 2 % de la moyenne des trois (cinq pour les cols blancs) meilleurs salaires pour toutes les années de service crédité). Certains participants cols bleus ont eu droit à une revalorisation de leur rente accumulée au 31 décembre 2012 en fonction de leur salaire de l'année 2012. Pour les pompiers, le régime a été modifié en 2011 pour le service à compter du 1er janvier 2011 seulement, et prévoit une rente égale à 2 % de la moyenne des cinq meilleurs salaires, à laquelle s'ajoute une rente de raccordement de 0,5 % de la moyenne des cinq meilleurs salaires. Les participants financent une partie du coût annuel du régime, soit 7 % de leur salaire annuel (à l'exception des cadres qui cotisent 8,3 % de leur salaire annuel, des cols blancs qui cotisent 8,55 % de leur salaire et, depuis le 1er janvier 2011, des pompiers qui cotisent 8,5 % de leur salaire). La balance du coût est assumée par la Ville. La date de retraite normale est à 65 ans. Règle générale, la retraite peut être prise sans réduction en tout temps à compter du 60e anniversaire du participant ou lorsque la somme de son âge et de ses années de service totalise 80 s'il a alors au moins 58 ans. Cette règle s'applique également aux pompiers pour leur service crédité depuis le 1er janvier 2011. La forme normale de rente est une rente garantie cinq ans. Pour avoir droit à cette rente, le conjoint du participant doit au préalable avoir renoncé à une rente sur base d'équivalence actuarielle prévoyant une réversion à 60 % au conjoint.

Formule du Régime Tracy

Pour le service crédité avant le 1er janvier 2001, la rente annuelle par année de service crédité à cette date est égale à 1,4 % du taux de salaire au 1er janvier 2001 jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles (MGA) de 2000, plus 2 % de l'excédent. Pour le service crédité à compter du 1er janvier 2001, la rente créditée annuellement au régime est de 1,4 % du salaire de l'année jusqu'à concurrence du MGA de l'année en cause, plus 2 % de l'excédent (à l'exception des cadres et des cols blancs pour qui, depuis le 1er janvier 2008, la rente totale est égale à 1,4 % de la moyenne des trois (cinq pour les cols blancs) meilleurs salaires jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles (MGA), plus 2 % de l'excédent pour toutes les années de service crédité). Les participants financent une partie du coût annuel du régime, soit 3,5 % de leur salaire annuel jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles de l'année, plus 5 % de l'excédent (à l'exception des cadres qui cotisent 4,8 % de leur salaire annuel jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles de l'année, plus 6,3 % de l'excédent).

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

La balance du coût est assumée par la Ville. La date de retraite normale est à 65 ans. La rente est payable sans réduction à partir de 60 ans lorsque la somme de l'âge et du service crédité totalise 90. La forme normale de rente est une rente garantie dix ans. Pour avoir droit à cette rente, le conjoint du participant doit au préalable avoir renoncé à une rente sur base d'équivalence actuarielle prévoyant une réversion à 60 % au conjoint.

Des modifications ont été apportées au régime en date du 1er juillet 2017, découlant la Loi RRSM et de l'entente intervenue le 27 juin 2017 entre la Ville et les différents groupes d'employés, et ces modifications se résument ainsi :

Les modifications suivantes affectent les participants actifs (aucune modification pour les participants retraités) :

Volet 1 - Services antérieurs au 1er janvier 2014 :

- Abolition au 1er janvier 2014 de la prestation additionnelle.

Volet 2 - Services postérieurs au 31 décembre 2013 :

- Abolition au 1er janvier 2014 de la prestation additionnelle;

- À compter du 2 juillet 2017, la cotisation d'exercice est versée à parts égales par l'employeur et les participants actifs :

* La cotisation est déterminée séparément pour le groupe des pompiers et pour le groupe des cols bleus, cols blancs et cadres;

- À compter du 2 juillet 2017, une cotisation de stabilisation égale à 10 % de la cotisation d'exercice établie avec marge pour écarts défavorables est versée à parts égales par l'employeur et les participants actifs;

- À ces cotisations d'exercice et de stabilisation s'ajoute la cotisation requise pour financer 50 % des cotisations d'équilibre du volet 2, le cas échéant.

- Pour les cols bleus, les cols blancs et les cadres, les modifications suivantes sont applicables pour les années de service crédité à compter du 1er janvier 2014 :

* La formule de la rente viagère est de 2,0 % du salaire de l'année, indexé annuellement;

* L'indexation annuelle de la rente viagère créditée avant la retraite est en fonction du salaire industriel moyen (SIM), maximum 3 % (sujette aux limites fiscales applicables), à l'exception de la rente créditée pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016 pour les employés membres du syndicat des cols bleus dont l'indexation annuelle est en fonction du salaire industriel moyen (SIM), maximum 0,4 % (sujette aux limites fiscales applicables);

* En cas de cessation d'emploi au cours d'année, l'indexation annuelle de la rente créditée est calculée au prorata de la période créditée dans l'année de cessation;

* Les participants actifs au 1er janvier 2017 qui avaient conservé les prestations sous la formule Tracy bénéficieront à compter de cette date (pour leur service à compter de cette date) des dispositions communes aux autres employés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| | <u>2018</u> | <u>2017</u> |
|---|-------------------------|-----------------------|
| Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs | | |
| Actif (passif) au début de l'exercice | 3 1 827 224 | 2 198 839 |
| Charge de l'exercice | 4 (2 101 834) | (2 222 740) |
| Cotisations versées par l'employeur | 5 1 819 178 | 1 851 126 |
| Actif (passif) à la fin de l'exercice | 6 <u>1 544 568</u> | <u>1 827 225</u> |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation | | |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 7 72 022 000 | 69 145 474 |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 8 (<u>72 447 700</u>) | (<u>69 727 923</u>) |
| Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation | 9 (425 700) | (582 449) |
| Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis) | 10 <u>1 970 268</u> | <u>2 409 674</u> |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value | 11 1 544 568 | 1 827 225 |
| Provision pour moins-value | 12 () | () |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice | 13 <u>1 544 568</u> | <u>1 827 225</u> |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs | | |
| Nombre de régimes en cause | 14 <u>1</u> | <u>2</u> |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 15 | 69 145 474 |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 16 (<u>425 700</u>) | (<u>69 727 924</u>) |
| Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation | 17 (<u>425 700</u>) | (<u>582 450</u>) |
| Charge de l'exercice | | |
| Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice | 18 3 071 500 | 2 732 415 |
| Coût des services passés découlant d'une modification de régime | 19 | 222 100 |
| | 20 <u>3 071 500</u> | <u>2 954 515</u> |
| Cotisations salariales des employés | 21 (1 558 137) | (1 319 186) |
| Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur | 22 (<u>53 322</u>) | (<u>50 451</u>) |
| | 23 1 460 041 | 1 584 878 |
| Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels) | 24 631 993 | 621 183 |
| Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value | 25 | |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime | 26 | |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime | 27 | |
| Variation de la provision pour moins-value | 28 | |
| Autres | | |
| - | 29 | |
| - | 30 | |
| Charge de l'exercice excluant les intérêts | 31 <u>2 092 034</u> | <u>2 206 061</u> |
| Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées | 32 3 811 200 | 3 668 279 |
| Rendement espéré des actifs | 33 (3 801 400) | (3 651 600) |
| Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets) | 34 9 800 | 16 679 |
| Charge de l'exercice | 35 <u>2 101 834</u> | <u>2 222 740</u> |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| | 2018 | 2017 |
|---|------------------|---------------|
| Informations complémentaires | | |
| Rendement réel des actifs pour l'exercice | 36 2 936 070 | 4 997 739 |
| Rendement espéré des actifs pour l'exercice | 37 (3 801 400) | (3 651 600) |
| Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs | 38 (865 330) | 1 346 139 |
| Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées | 39 672 743 | (1 618 597) |
| Prestations versées au cours de l'exercice | 40 3 490 181 | 2 808 877 |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7) | 41 67 815 900 | 71 115 090 |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal | 42 | |
| Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8 | 43 425 700 | (471 467) |
| Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8 | | |
| Pour la réserve de restructuration | 44 | |
| Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED | 45 2 876 200 | 2 658 926 |
| DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu) | 46 10 | 13 |
| Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation | | |
| (taux pondéré s'il y a plus d'un régime) | | |
| Taux d'actualisation (fin d'exercice) | 47 5,28 % | 5,50 % |
| Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice) | 48 5,46 % | 5,50 % |
| Taux de croissance des salaires (fin d'exercice) | 49 2,98 % | 3,00 % |
| Taux d'inflation (fin d'exercice) | 50 2,24 % | 2,30 % |
| Autres hypothèses économiques | | |
| - Table mortalité CPM2014 | 51 | |
| - 2017: Table mort.(CPM2014Publ) | 52 | |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

| | | Régimes d'avantages complémentaires de retraite | | Autres avantages sociaux futurs |
|--|----|---|----|------------------------------------|
| Nombre de régimes à la fin de l'exercice | 53 | 1 | 54 | 1 |

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

En plus des prestations de retraite, les employés ont les avantages suivants :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités.

La dernière évaluation de comptabilisation des coûts et obligations, relative aux avantages ci-dessus, a été effectuée au 31 décembre 2018.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| | <u>2018</u> | <u>2017</u> |
|---|-----------------------|--------------------|
| Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs | | |
| Actif (passif) au début de l'exercice | 55 (1 262 788) | (1 436 929) |
| Charge de l'exercice | 56 (87 169) | (121 837) |
| Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur | 57 45 166 | 52 304 |
| Actif (passif) à la fin de l'exercice | 58 <u>(1 304 791)</u> | <u>(1 262 788)</u> |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation | | |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 59 | |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 60 (1 472 300) | (1 475 522) |
| Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation | 61 (1 472 300) | (1 475 522) |
| Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis) | 62 167 509 | 212 734 |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value | 63 (1 304 791) | (1 262 788) |
| Provision pour moins-value | 64 () | () |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice | 65 <u>(1 304 791)</u> | <u>(1 262 788)</u> |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs | | |
| Nombre de régimes et avantages en cause | 66 <u>1</u> | <u>1</u> |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 67 | |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 68 (1 472 300) | (1 475 522) |
| Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation | 69 <u>(1 472 300)</u> | <u>(1 475 522)</u> |
| Charge de l'exercice | | |
| Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice | 70 2 000 | 5 909 |
| Coût des services passés découlant d'une modification de régime | 71 <u>2 000</u> | <u>5 909</u> |
| Cotisations salariales des employés | 72 | |
| Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur | 73 () | () |
| | 74 (104) | (101) |
| Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels) | 75 1 896 | 5 808 |
| Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value | 76 45 225 | 44 824 |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime | 77 | (215 293) |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime | 78 | |
| Variation de la provision pour moins-value | 79 | |
| | 80 | |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| | 2018 | 2017 |
|--|------------------|------------------|
| Autres | | |
| - | 81 | |
| - | 82 | |
| Charge de l'exercice excluant les intérêts | 83 <u>47 121</u> | <u>(164 661)</u> |
| Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées | 84 40 048 | 42 824 |
| Rendement espéré des actifs | 85 () | () |
| Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets) | 86 <u>40 048</u> | <u>42 824</u> |
| Charge de l'exercice | 87 <u>87 169</u> | <u>(121 837)</u> |
| Informations complémentaires | | |
| Rendement réel des actifs pour l'exercice | 88 | |
| Rendement espéré des actifs pour l'exercice | 89 () | () |
| Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs | 90 | |
| Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées | 91 | |
| Prestations versées au cours de l'exercice | 92 45 270 | 52 405 |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59) | 93 | |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal | 94 | |
| Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60 | 95 | |
| DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu) | 96 11 | 11 |
| Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime) | | |
| Taux d'actualisation (fin d'exercice) | 97 2,75 % | 2,75 % |
| Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice) | 98 % | % |
| Taux de croissance des salaires (fin d'exercice) | 99 3,00 % | 3,00 % |
| Taux d'inflation (fin d'exercice) | 100 % | % |
| Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice) | 101 6,80 % | 7,00 % |
| Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice) | 102 5,00 % | 5,00 % |
| Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice) | 103 2 028 | 2 028 |
| Autres hypothèses économiques | | |
| - Table mortalité CPM2014 | 104 | |
| - 2017: Table mort.(CPM2014Publ) | 105 | |

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

| | 2018 | 2017 |
|---|-------------|-------------|
| Charge de l'exercice | | |
| Cotisations de l'employeur | | |
| Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités | 107 | |
| Régime volontaire d'épargne-retraite | 108 | |
| Régime de retraite simplifié | 109 | |
| Régime de retraite par financement salarial | 110 | |
| Autres régimes | 111 | |
| | 112 | |

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

| | 2018 | 2017 |
|-----------------------------|-------------|-------------|
| Charge de l'exercice | | |
| Cotisations de l'employeur | 114 | |

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

| | 2018 | 2017 |
|---|-------------|-------------|
| Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice | 115 | 9 |

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

| | | 2018 | 2017 |
|--|-----|---------------|---------------|
| Cotisations des élus au RREM | 116 | <u>16 688</u> | <u>15 350</u> |
| Charge de l'exercice | | | |
| Contributions de l'employeur au RREM | 117 | 56 735 | 51 743 |
| Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM | 118 | <u>36 038</u> | <u>35 351</u> |
| | 119 | <u>92 773</u> | <u>87 094</u> |

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | | |
|--------------------------------------|----------------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|------------|
| | Budget | Réalisations | Réalisations | Réalisations | |
| TAXES | 2018 | 2018 | 2018 | 2017 | |
| SUR LA VALEUR FONCIÈRE | | | | | |
| Taxes générales | | | | | |
| Taxe foncière générale | 1 | 31 533 360 | 31 798 278 | 31 798 278 | 30 172 879 |
| Taxes spéciales | | | | | |
| Service de la dette | 2 | 5 280 245 | 5 398 137 | 5 398 137 | 5 579 520 |
| Activités de fonctionnement | 3 | | | | |
| Activités d'investissement | 4 | | | | |
| Taxes de secteur | | | | | |
| Taxes spéciales | | | | | |
| Service de la dette | 5 | 544 215 | 557 311 | 557 311 | 581 785 |
| Activités de fonctionnement | 6 | | | | |
| Activités d'investissement | 7 | | | | |
| Autres | 8 | | | | |
| | 9 | 37 357 820 | 37 753 726 | 37 753 726 | 36 334 184 |
| SUR UNE AUTRE BASE | | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | | | | | |
| Services municipaux | | | | | |
| Eau | 10 | 2 812 115 | 2 865 619 | 2 865 405 | 2 753 925 |
| Égout | 11 | 1 937 150 | 1 981 895 | 1 981 895 | 1 957 358 |
| Traitement des eaux usées | 12 | | | | |
| Matières résiduelles | 13 | 2 190 865 | 2 223 238 | 2 223 238 | 1 917 077 |
| Autres | | | | | |
| - Entretien de cours d'eau | 14 | | 11 705 | 11 705 | |
| - | 15 | | | | |
| - | 16 | | | | |
| Centres d'urgence 9-1-1 | 17 | 190 000 | 195 829 | 195 829 | 187 871 |
| Service de la dette | 18 | 61 065 | 70 504 | 70 504 | 66 921 |
| Pouvoir général de taxation | 19 | | | | |
| Activités de fonctionnement | 20 | | | | |
| Activités d'investissement | 21 | 1 333 000 | 1 353 991 | 1 353 991 | 1 340 548 |
| | 22 | 8 524 195 | 8 702 781 | 8 702 567 | 8 223 700 |
| Taxes d'affaires | | | | | |
| Sur l'ensemble de la valeur locative | 23 | | | | |
| Autres | 24 | | | | |
| | 25 | | | | |
| | 26 | 8 524 195 | 8 702 781 | 8 702 567 | 8 223 700 |
| | 27 | 45 882 015 | 46 456 507 | 46 456 293 | 44 557 884 |

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2017 |
| COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES | | | | |
| GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES | | | | |
| Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement | | | | |
| Taxes sur la valeur foncière | 28 | 2 894 455 | 2 831 374 | 2 873 446 |
| Taxes sur une autre base | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | 29 | 2 520 | 2 520 | 2 400 |
| Taxes d'affaires | 30 | | | |
| Compensations pour les terres publiques | 31 | | | |
| | 32 | 2 896 975 | 2 833 894 | 2 875 846 |
| Immeubles des réseaux | | | | |
| Santé et services sociaux | 33 | 880 520 | 880 707 | 853 296 |
| Cégeps et universités | 34 | 198 450 | 198 496 | 208 441 |
| Écoles primaires et secondaires | 35 | 797 355 | 811 380 | 743 579 |
| | 36 | 1 876 325 | 1 890 583 | 1 805 316 |
| Autres immeubles | | | | |
| Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux | | | | |
| Taxes sur la valeur foncière | 37 | | | |
| Taxes sur une autre base | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | 38 | | | |
| Taxes d'affaires | 39 | | | |
| | 40 | | | |
| | 41 | 4 773 300 | 4 724 477 | 4 681 162 |
| GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES | | | | |
| Taxes sur la valeur foncière | 42 | 93 840 | 96 125 | 88 626 |
| Taxes sur une autre base | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | 43 | 1 260 | 1 260 | 1 200 |
| Taxes d'affaires | 44 | | | |
| | 45 | 95 100 | 97 385 | 89 826 |
| ORGANISMES MUNICIPAUX | | | | |
| Taxes sur la valeur foncière | 46 | | | |
| Taxes sur une autre base | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | 47 | 4 200 | 4 200 | 1 200 |
| | 48 | 4 200 | 4 200 | 1 200 |
| AUTRES | | | | |
| Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité | 49 | | | |
| Autres | 50 | | | |
| | 51 | | | |
| | 52 | 4 872 600 | 4 826 062 | 4 772 188 |

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|---|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2017 |
| TRANSFERTS | | | | |
| TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT | | | | |
| Administration générale | 53 | | | 1 684 |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 54 | | | |
| Sécurité incendie | 55 | 3 200 | 3 021 | 10 000 |
| Sécurité civile | 56 | | | |
| Autres | 57 | | | |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | | | | |
| Voirie municipale | 58 | 40 000 | 94 367 | 49 175 |
| Enlèvement de la neige | 59 | 40 000 | 63 862 | 45 591 |
| Autres | 60 | | | |
| Transport collectif | | | | |
| Transport en commun | | | | |
| Transport régulier | 61 | | | 855 766 |
| Transport adapté | 62 | | | |
| Transport scolaire | 63 | | | |
| Autres | 64 | | | |
| Transport aérien | 65 | | | |
| Transport par eau | 66 | | | |
| Autres | 67 | | | |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 68 | | | 985 |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 69 | 135 365 | 186 313 | 136 336 |
| Traitement des eaux usées | 70 | | | |
| Réseaux d'égout | 71 | 41 775 | 116 358 | 42 163 |
| Matières résiduelles | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 72 | | | |
| Matières recyclables | | | | |
| Collecte sélective | | | | |
| Collecte et transport | 73 | | | |
| Tri et conditionnement | 74 | | | |
| Autres | 75 | | | |
| Autres | 76 | | | |
| Cours d'eau | 77 | | | |
| Protection de l'environnement | 78 | 111 415 | 227 455 | 114 667 |
| Autres | 79 | | | |
| Santé et bien-être | | | | |
| Logement social | 80 | | | |
| Sécurité du revenu | 81 | | | |
| Autres | 82 | | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 83 | | | |
| Rénovation urbaine | 84 | 600 | 610 | 799 |
| Promotion et développement économique | 85 | 190 000 | 10 500 | 10 500 |
| Autres | 86 | | | |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 87 | 26 065 | 87 527 | 268 666 |
| Activités culturelles | | | | |
| Bibliothèques | 88 | 146 590 | 151 140 | 151 938 |
| Autres | 89 | 25 000 | | 45 770 |
| Réseau d'électricité | 90 | | | |
| | 91 | 760 010 | 941 153 | 1 723 540 |

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|---|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2017 |
| TRANSFERTS (suite) | | | | |
| TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT | | | | |
| Administration générale | 92 | | | |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 93 | | | |
| Sécurité incendie | 94 | | | |
| Sécurité civile | 95 | | | |
| Autres | 96 | | | |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | | | | |
| Voirie municipale | 97 | 1 225 492 | 1 227 151 | |
| Enlèvement de la neige | 98 | | | |
| Autres | 99 | | | |
| Transport collectif | | | | |
| Transport en commun | | | | |
| Transport régulier | 100 | | | 2 170 |
| Transport adapté | 101 | | | |
| Transport scolaire | 102 | | | |
| Autres | 103 | | | |
| Transport aérien | 104 | | | |
| Transport par eau | 105 | | | |
| Autres | 106 | | | |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 107 | | | |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 108 | 2 837 438 | 2 774 325 | 1 013 920 |
| Traitement des eaux usées | 109 | | | |
| Réseaux d'égout | 110 | 2 112 964 | 2 174 418 | 1 013 920 |
| Matières résiduelles | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 111 | | | |
| Matières recyclables | | | | |
| Collecte sélective | | | | |
| Collecte et transport | 112 | | | |
| Tri et conditionnement | 113 | | | |
| Autres | 114 | | | |
| Autres | 115 | | | |
| Cours d'eau | 116 | | | |
| Protection de l'environnement | 117 | | | |
| Autres | 118 | | | |
| Santé et bien-être | | | | |
| Logement social | 119 | | | |
| Sécurité du revenu | 120 | | | |
| Autres | 121 | | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 122 | | | |
| Rénovation urbaine | 123 | | | |
| Promotion et développement économique | 124 | | | |
| Autres | 125 | | | |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 126 | 63 860 | 63 860 | 551 170 |
| Activités culturelles | | | | |
| Bibliothèques | 127 | | | |
| Autres | 128 | 5 000 | 5 000 | 116 959 |
| Réseau d'électricité | 129 | | | |
| | 130 | 6 244 754 | 6 244 754 | 2 698 139 |

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|---|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2017 |
| TRANSFERTS (suite) | | | | |
| TRANSFERTS DE DROIT | | | | |
| Regroupement municipal et réorganisation municipale | 131 | | | |
| Péréquation | 132 | 209 120 | 209 039 | 599 447 |
| Neutralité | 133 | | | |
| Partage des redevances sur les ressources naturelles | 134 | | | |
| Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables | 135 | | | |
| Fonds de développement des territoires | 136 | | | |
| Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation | 137 | | | |
| Partage des revenus du cannabis | 138 | | | |
| Autres | 139 | | | |
| | 140 | 209 120 | 209 039 | 599 447 |
| TOTAL DES TRANSFERTS | 141 | 969 130 | 7 394 946 | 5 021 126 |

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

| | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2017 |
| SERVICES RENDUS | | | | |
| SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX | | | | |
| Administration générale | | | | |
| Greffe et application de la loi | 142 | 70 000 | 80 966 | 63 317 |
| Évaluation | 143 | | | |
| Autres | 144 | 101 805 | 692 | 14 106 |
| | 145 | 171 805 | 81 658 | 77 423 |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 146 | | | |
| Sécurité incendie | 147 | 1 360 325 | 1 267 688 | 1 492 968 |
| Sécurité civile | 148 | | | 14 365 |
| Autres | 149 | | | |
| | 150 | 1 360 325 | 1 267 688 | 1 507 333 |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | | | | |
| Voirie municipale | 151 | | | |
| Enlèvement de la neige | 152 | | | |
| Autres | 153 | | | |
| Transport collectif | 154 | 11 255 | 11 365 | 11 143 |
| Autres | 155 | | | |
| | 156 | 11 255 | 11 365 | 11 143 |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 157 | 461 080 | 447 807 | 362 856 |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 158 | | | |
| Traitement des eaux usées | 159 | | | |
| Réseaux d'égout | 160 | | | |
| Matières résiduelles | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 161 | | | |
| Matières recyclables | | | | |
| Collecte sélective | | | | |
| Collecte et transport | 162 | | | |
| Tri et conditionnement | 163 | | | |
| Autres | 164 | | | |
| Autres | 165 | | | |
| Cours d'eau | 166 | | | |
| Protection de l'environnement | 167 | | | |
| Autres | 168 | | | |
| | 169 | 461 080 | 447 807 | 362 856 |
| Santé et bien-être | | | | |
| Logement social | 170 | | | |
| Autres | 171 | | | |
| | 172 | | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 173 | | | |
| Rénovation urbaine | 174 | | | |
| Promotion et développement économique | 175 | | | |
| Autres | 176 | | | |
| | 177 | | | |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 178 | 1 826 710 | 1 825 435 | 1 921 693 |
| Activités culturelles | | | | |
| Bibliothèques | 179 | | | |
| Autres | 180 | 272 225 | 271 960 | 269 530 |
| | 181 | 2 098 935 | 2 097 395 | 2 191 223 |
| Réseau d'électricité | 182 | | | |
| | 183 | 4 103 400 | 4 007 173 | 4 149 978 |

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

| SERVICES RENDUS (suite) | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2017 |
| AUTRES SERVICES RENDUS | | | | |
| Administration générale | | | | |
| Greffe et application de la loi | 184 | 8 000 | 7 865 | 8 520 |
| Évaluation | 185 | 500 | 160 | 13 750 |
| Autre | 186 | 25 580 | 58 366 | 49 420 |
| | 187 | 34 080 | 66 391 | 71 690 |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 188 | | | |
| Sécurité incendie | 189 | 32 400 | 32 323 | 21 122 |
| Sécurité civile | 190 | | | |
| Autres | 191 | | | |
| | 192 | 32 400 | 32 323 | 21 122 |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | | | | |
| Voirie municipale | 193 | 11 230 | 22 621 | 15 082 |
| Enlèvement de la neige | 194 | 90 000 | 176 852 | 183 583 |
| Autres | 195 | 53 855 | 53 638 | 66 392 |
| Transport collectif | | | | |
| Transport en commun | | | | |
| Transport régulier | 196 | | | 828 426 |
| Transport adapté | 197 | | | |
| Transport scolaire | 198 | | | |
| Autres | 199 | | | |
| Autres | 200 | | | |
| | 201 | 155 085 | 253 111 | 1 093 483 |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | | | | |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 202 | | | |
| Traitement des eaux usées | 203 | 15 000 | 39 073 | 23 999 |
| Réseaux d'égout | 204 | 80 000 | 113 276 | 81 068 |
| | 205 | 5 000 | 15 015 | 4 950 |
| Matières résiduelles | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 206 | 14 000 | 18 450 | 18 230 |
| Matières recyclables | 207 | | | |
| Autres | 208 | | | |
| Cours d'eau | 209 | | | |
| Protection de l'environnement | 210 | | | |
| Autres | 211 | | | |
| | 212 | 114 000 | 185 814 | 128 247 |
| Santé et bien-être | | | | |
| Logement social | 213 | | | |
| Sécurité du revenu | 214 | | | |
| Autres | 215 | | | |
| | 216 | | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 217 | 2 000 | 25 197 | 293 |
| Rénovation urbaine | 218 | | | |
| Promotion et développement économique | 219 | 2 300 | 2 902 | 2 300 |
| Autres | 220 | | | 56 |
| | 221 | 4 300 | 28 099 | 2 649 |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 222 | 645 520 | 764 615 | 734 385 |
| Activités culturelles | | | | |
| Bibliothèques | 223 | 32 850 | 28 693 | 28 168 |
| Autres | 224 | 229 820 | 262 307 | 157 188 |
| | 225 | 908 190 | 1 055 615 | 919 741 |
| Réseau d'électricité | | | | |
| | 226 | | | |
| | 227 | 1 248 055 | 1 621 353 | 2 236 932 |
| TOTAL DES SERVICES RENDUS | 228 | 5 351 455 | 5 628 526 | 6 386 910 |

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|----------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| | Budget 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2017 |
| IMPOSITION DE DROITS | | | | |
| Licences et permis | 229 | 133 000 | 264 863 | 176 836 |
| Droits de mutation immobilière | 230 | 857 200 | 1 661 544 | 1 487 479 |
| Droits sur les carrières et sablières | 231 | | | |
| Autres | 232 | | | |
| | 233 | 990 200 | 1 926 407 | 1 664 315 |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | | | |
| | 234 | 1 030 200 | 1 051 892 | 977 226 |
| REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE | | | | |
| | 235 | 85 000 | 109 282 | 108 049 |
| AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS | | | | |
| | 236 | 130 000 | 136 918 | 174 584 |
| AUTRES REVENUS | | | | |
| Gain (perte) sur cession d'immobilisations | 237 | | 41 057 | 465 113 |
| Produit de cession de propriétés destinées à la revente | 238 | | 1 331 365 | 356 492 |
| Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements | 239 | | | |
| Contributions des promoteurs | 240 | | | |
| Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence | 241 | | | |
| Contributions des organismes municipaux | 242 | | | 22 155 |
| Autres contributions | 243 | | 359 883 | 115 562 |
| Redevances réglementaires | 244 | | | |
| Autres | 245 | 670 400 | 481 860 | 1 286 825 |
| | 246 | 670 400 | 2 214 165 | 2 246 147 |
| EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION | | | | |
| | 247 | | | |

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | Administration municipale | | | | Données consolidées | |
|--------------------------------------|----|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|------------|---------------------|-------------------|
| | | Budget 2018 | Réalizations 2018 | | | Réalizations 2018 | Réalizations 2017 |
| | | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | | |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | | | |
| Conseil | 1 | 635 610 | 677 911 | 22 275 | 700 186 | 700 186 | 673 741 |
| Greffe et application de la loi | 2 | 1 209 660 | 1 120 233 | 10 756 | 1 130 989 | 1 130 989 | 1 383 876 |
| Gestion financière et administrative | 3 | 2 000 910 | 2 065 308 | 78 591 | 2 143 899 | 2 143 899 | 1 983 224 |
| Évaluation | 4 | 516 230 | 495 262 | | 495 262 | 495 262 | 494 715 |
| Gestion du personnel | 5 | 830 210 | 671 285 | 6 429 | 677 714 | 677 714 | 720 096 |
| Autres | | | | | | | |
| - Admin. autres | 6 | 2 511 070 | 2 084 577 | 161 755 | 2 246 332 | 2 246 332 | 2 245 111 |
| - | 7 | | | | | | |
| | 8 | 7 703 690 | 7 114 576 | 279 806 | 7 394 382 | 7 394 382 | 7 500 763 |
| SÉCURITÉ PUBLIQUE | | | | | | | |
| Police | 9 | 4 125 000 | 4 176 698 | | 4 176 698 | 4 176 698 | 3 981 490 |
| Sécurité incendie | 10 | 5 782 610 | 5 882 832 | 492 284 | 6 375 116 | 6 375 116 | 6 474 689 |
| Sécurité civile | 11 | 15 780 | 12 876 | | 12 876 | 12 876 | 29 181 |
| Autres | 12 | 377 070 | 421 298 | 6 579 | 427 877 | 427 877 | 385 522 |
| | 13 | 10 300 460 | 10 493 704 | 498 863 | 10 992 567 | 10 992 567 | 10 870 882 |
| TRANSPORT | | | | | | | |
| Réseau routier | | | | | | | |
| Voirie municipale | 14 | 2 406 590 | 2 326 116 | 2 360 972 | 4 687 088 | 4 687 088 | 4 631 552 |
| Enlèvement de la neige | 15 | 3 045 540 | 3 251 069 | 83 640 | 3 334 709 | 3 334 709 | 3 337 094 |
| Éclairage des rues | 16 | 504 720 | 511 447 | 91 251 | 602 698 | 602 698 | 592 729 |
| Circulation et stationnement | 17 | 394 480 | 388 731 | 73 198 | 461 929 | 461 929 | 446 499 |
| Transport collectif | | | | | | | |
| Transport en commun | 18 | 1 977 040 | 1 914 042 | 1 405 | 1 915 447 | 1 915 447 | 3 199 835 |
| Transport aérien | 19 | 57 790 | 55 236 | 7 750 | 62 986 | 62 986 | 85 704 |
| Transport par eau | 20 | | | | | | 19 842 |
| Autres | 21 | | | | | | |
| | 22 | 8 386 160 | 8 446 641 | 2 618 216 | 11 064 857 | 11 064 857 | 12 313 255 |

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

| | | Administration municipale | | | | Données consolidées | |
|--|----|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|------------|---------------------|-------------------|
| | | Budget 2018 | Réalizations 2018 | | | Réalizations 2018 | Réalizations 2017 |
| | | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | | |
| HYGIÈNE DU MILIEU | | | | | | | |
| Eau et égout | | | | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 23 | 2 523 820 | 2 594 912 | 308 384 | 2 903 296 | 2 990 884 | 2 729 107 |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 24 | 1 258 520 | 1 265 388 | 626 925 | 1 892 313 | 1 892 313 | 1 638 170 |
| Traitement des eaux usées | 25 | 1 003 680 | 1 007 369 | 397 955 | 1 405 324 | 1 284 582 | 1 326 532 |
| Réseaux d'égout | 26 | 1 392 330 | 1 290 845 | 408 429 | 1 699 274 | 1 699 274 | 1 630 343 |
| Matières résiduelles | | | | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | | | | | | | |
| Collecte et transport | 27 | 2 201 980 | 858 259 | | 858 259 | 858 259 | 831 191 |
| Élimination | 28 | | 515 548 | | 515 548 | 515 548 | 401 015 |
| Matières recyclables | | | | | | | |
| Collecte sélective | | | | | | | |
| Collecte et transport | 29 | | 66 238 | | 66 238 | 66 238 | 49 742 |
| Tri et conditionnement | 30 | | 60 072 | | 60 072 | 60 072 | 12 636 |
| Matières organiques | | | | | | | |
| Collecte et transport | 31 | | 387 847 | | 387 847 | 387 847 | 338 872 |
| Traitement | 32 | | 194 538 | | 194 538 | 194 538 | 167 296 |
| Matériaux secs | 33 | | 145 305 | | 145 305 | 145 305 | 92 382 |
| Autres | 34 | | | | | | 46 118 |
| Plan de gestion | 35 | | | | | | |
| Autres | 36 | | (18 546) | | (18 546) | (18 546) | (63 769) |
| Cours d'eau | 37 | | 73 209 | | 73 209 | 73 209 | 72 611 |
| Protection de l'environnement | 38 | 347 580 | 275 936 | 71 202 | 347 138 | 347 138 | 316 835 |
| Autres | 39 | | | | | | |
| | 40 | 8 727 910 | 8 716 920 | 1 812 895 | 10 529 815 | 10 496 661 | 9 589 081 |
| SANTÉ ET BIEN-ÊTRE | | | | | | | |
| Logement social | 41 | 427 000 | 99 400 | | 99 400 | 99 400 | 178 506 |
| Sécurité du revenu | 42 | | | | | | |
| Autres | 43 | 33 880 | 14 181 | 51 | 14 232 | 14 232 | 66 882 |
| | 44 | 460 880 | 113 581 | 51 | 113 632 | 113 632 | 245 388 |
| AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT | | | | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 45 | 1 222 820 | 1 099 816 | 64 763 | 1 164 579 | 1 164 579 | 1 229 917 |
| Rénovation urbaine | | | | | | | |
| Biens patrimoniaux | 46 | 75 000 | 129 950 | | 129 950 | 129 950 | 100 227 |
| Autres biens | 47 | | | | | | |
| Promotion et développement économique | | | | | | | |
| Industries et commerces | 48 | 1 003 720 | 646 381 | 167 | 646 548 | 646 548 | 600 239 |
| Tourisme | 49 | 5 940 | 3 036 | | 3 036 | 3 036 | 7 058 |
| Autres | 50 | 60 770 | 22 613 | 8 619 | 31 232 | 31 232 | 43 050 |
| Autres | 51 | | 635 574 | | 635 574 | 635 574 | 312 590 |
| | 52 | 2 368 250 | 2 537 370 | 73 549 | 2 610 919 | 2 610 919 | 2 293 081 |

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| | | Administration municipale | | | | Données consolidées | |
|--|----|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|------------|---------------------|-------------------|
| | | Budget 2018 | Réalizations 2018 | | | Réalizations 2018 | Réalizations 2017 |
| | | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | | |
| LOISIRS ET CULTURE | | | | | | | |
| Activités récréatives | | | | | | | |
| Centres communautaires | 53 | 650 300 | 686 830 | 90 885 | 777 715 | 777 715 | 919 017 |
| Patinoires intérieures et extérieures | 54 | 2 668 360 | 2 642 401 | 269 090 | 2 911 491 | 2 911 491 | 2 816 832 |
| Piscines, plages et ports de plaisance | 55 | 2 382 250 | 2 646 210 | 531 376 | 3 177 586 | 3 177 586 | 2 405 017 |
| Parcs et terrains de jeux | 56 | 1 965 560 | 2 058 150 | 511 910 | 2 570 060 | 2 570 060 | 2 537 699 |
| Parcs régionaux | 57 | 188 560 | 208 028 | 2 015 | 210 043 | 210 043 | 183 385 |
| Expositions et foires | 58 | 260 700 | 376 615 | 3 844 | 380 459 | 392 667 | 1 407 221 |
| Autres | 59 | 539 620 | 550 617 | 2 966 | 553 583 | 553 583 | 467 347 |
| | 60 | 8 655 350 | 9 168 851 | 1 412 086 | 10 580 937 | 10 593 145 | 10 736 518 |
| Activités culturelles | | | | | | | |
| Centres communautaires | 61 | 1 440 340 | 1 398 508 | 119 486 | 1 517 994 | 1 517 994 | 1 533 328 |
| Bibliothèques | 62 | 1 671 890 | 1 592 901 | 115 623 | 1 708 524 | 1 708 524 | 1 651 507 |
| Patrimoine | | | | | | | |
| Musées et centres d'exposition | 63 | 590 760 | 635 601 | 81 030 | 716 631 | 716 631 | 720 186 |
| Autres ressources du patrimoine | 64 | 83 590 | 84 692 | 1 965 | 86 657 | 86 657 | 81 606 |
| Autres | 65 | 563 170 | 507 221 | 74 332 | 581 553 | 581 553 | 528 752 |
| | 66 | 4 349 750 | 4 218 923 | 392 436 | 4 611 359 | 4 611 359 | 4 515 379 |
| | 67 | 13 005 100 | 13 387 774 | 1 804 522 | 15 192 296 | 15 204 504 | 15 251 897 |
| RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ | | | | | | | |
| | 68 | | | | | | |
| FRAIS DE FINANCEMENT | | | | | | | |
| Dettes à long terme | | | | | | | |
| Intérêts | 69 | 1 297 315 | 1 278 135 | | 1 278 135 | 1 285 523 | 1 250 271 |
| Autres frais | 70 | 165 775 | 164 037 | | 164 037 | 164 037 | 149 968 |
| Autres frais de financement | | | | | | | |
| Avantages sociaux futurs | 71 | 60 000 | 49 848 | | 49 848 | 49 848 | 59 503 |
| Autres | 72 | | 262 | | 262 | 262 | 1 445 |
| | 73 | 1 523 090 | 1 492 282 | | 1 492 282 | 1 499 670 | 1 461 187 |
| EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION | | | | | | | |
| | 74 | | | | | | 916 555 |
| AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS | | | | | | | |
| | 75 | 6 900 000 | 7 087 902 | (7 087 902) | | | |

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Sorel-Tracy

Code géographique : 53052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>PAGE</u> |
|--|--------------------|
| Autres renseignements financiers consolidés non audités | |
| Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories | 4 |
| Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées | 4 |
| Analyse de la dette à long terme consolidée | 5 |
| Endettement total net à long terme consolidé | 6 |
| Analyse de la charge de quotes-parts consolidée | 7 |
| Autres renseignements financiers non consolidés non audités | |
| Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets | 9 |
| Analyse de la rémunération non consolidée | 10 |
| Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources | 10 |
| Frais de financement non consolidés par activités | 11 |
| Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé | 12 |
| Rémunération des élus | 13 |
| Questionnaire | 14 |

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

| | | Administration municipale | Données consolidées | |
|--|----|--------------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| | | Réalisations 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2017 |
| IMMOBILISATIONS | | | | |
| Infrastructures | | | | |
| Conduites d'eau potable | 1 | 1 167 776 | 1 167 776 | 823 975 |
| Usines de traitement de l'eau potable | 2 | 10 918 | 10 918 | 94 351 |
| Usines et bassins d'épuration | 3 | | 53 998 | 416 |
| Conduites d'égout | 4 | 1 701 336 | 1 701 336 | 1 264 026 |
| Sites d'enfouissement et incinérateurs | 5 | | | |
| Chemins, rues, routes et trottoirs | 6 | 4 357 060 | 4 357 060 | 5 707 575 |
| Ponts, tunnels et viaducs | 7 | | | |
| Systèmes d'éclairage des rues | 8 | 23 062 | 23 062 | 69 082 |
| Aires de stationnement | 9 | | | 233 399 |
| Parcs et terrains de jeux | 10 | 115 130 | 115 130 | 816 612 |
| Autres infrastructures | 11 | 83 830 | 83 830 | 2 533 517 |
| Réseau d'électricité | 12 | | | |
| Bâtiments | | | | |
| Édifices administratifs | 13 | 658 475 | 658 475 | 1 613 822 |
| Édifices communautaires et récréatifs | 14 | 1 623 064 | 1 623 064 | 2 533 675 |
| Améliorations locatives | 15 | | | |
| Véhicules | | | | |
| Véhicules de transport en commun | 16 | | | |
| Autres | 17 | 378 181 | 378 181 | 494 282 |
| Ameublement et équipement de bureau | 18 | 180 493 | 204 662 | 190 377 |
| Machinerie, outillage et équipement divers | 19 | 484 296 | 493 299 | 1 237 487 |
| Terrains | 20 | 2 442 414 | 2 442 414 | 195 864 |
| Autres | 21 | | | |
| | 22 | 13 226 035 | 13 313 205 | 17 808 460 |

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

| | | | | |
|--|----|------------|------------|------------|
| Infrastructures autres que pour nouveau développement | | | | |
| Conduites d'eau potable | 23 | 1 135 279 | 1 135 279 | 823 975 |
| Usines de traitement de l'eau potable | 24 | 10 918 | 10 918 | 94 351 |
| Usines et bassins d'épuration | 25 | | | |
| Conduites d'égout | 26 | 1 657 664 | 1 657 664 | 1 264 026 |
| Autres infrastructures | 27 | 4 331 712 | 4 331 712 | 9 360 185 |
| Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues) | | | | |
| Conduites d'eau potable | 28 | 32 497 | 32 497 | |
| Usines de traitement de l'eau potable | 29 | | | |
| Usines et bassins d'épuration | 30 | | 53 998 | 416 |
| Conduites d'égout | 31 | 43 672 | 43 672 | |
| Autres infrastructures | 32 | 247 370 | 247 370 | |
| Autres immobilisations | 33 | 5 766 923 | 5 800 095 | 6 265 507 |
| | 34 | 13 226 035 | 13 313 205 | 17 808 460 |

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| Non audité | | Solde au 1^{er} janvier | Augmentation | Diminution | Solde au 31 décembre |
|---|-----------|--|---------------------|-------------------|---------------------------------|
| La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante : | | | | | |
| Par l'organisme municipal | | | | | |
| Emprunts refinancés par anticipation | 1 | | | | |
| Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme | | | | | |
| Excédent de fonctionnement affecté | 2 | | | | |
| Réserves financières et fonds réservés | 3 | 1 516 | 52 416 | | 53 932 |
| Fonds d'amortissement | 4 | | | | |
| Montant à la charge | | | | | |
| D'une partie des contribuables ou des municipalités membres | 5 | 1 685 401 | | 603 090 | 1 082 311 |
| De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres | 6 | 54 807 129 | 4 033 176 | 3 785 850 | 55 054 455 |
| De la municipalité (Société de transport en commun) | 7 | | | | |
| | 8 | 56 494 046 | 4 085 592 | 4 388 940 | 56 190 698 |
| Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme) | | | | | |
| Débiteurs | | | | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 9 | | | | |
| Organismes municipaux | 10 | | | | |
| Autres tiers | 11 | | | | |
| | 12 | | | | |
| Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette | 13 | | | | |
| | 14 | | | | |
| Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec | 15 | 3 194 784 | 3 156 708 | 265 365 | 6 086 127 |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs | 16 | | | | |
| Autres | 17 | | | | |
| | 18 | 3 194 784 | 3 156 708 | 265 365 | 6 086 127 |
| | 19 | 59 688 830 | 7 242 300 | 4 654 305 | 62 276 825 |
| Dette en cours de refinancement | 20 | () | | | () |
| Reclassement / Redressement | 21 | | | | |
| Dette à long terme | 22 | 59 688 830 | 7 242 300 | 4 654 305 | 62 276 825 |

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

| | | |
|--------------------|---|------------|
| Dette à long terme | 1 | 62 043 445 |
|--------------------|---|------------|

Ajouter

| | | |
|--|---|--|
| Activités d'investissement à financer | 2 | |
| Activités de fonctionnement à financer | 3 | |
| Dette en cours de refinancement | 4 | |
| Autres | | |
| - | 5 | |
| - | 6 | |

Déduire

| | | |
|--|----|-----------|
| Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme | | |
| Excédent accumulé | | |
| Fonds d'amortissement | 7 | |
| Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé | 8 | 53 932 |
| Débiteurs | 9 | |
| Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec | 10 | 6 086 125 |
| Autres montants | 11 | |
| Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés | 12 | |
| Autres | | |
| - TECQ 2014-2018 | 13 | 1 078 344 |
| - | 14 | |

| | | |
|---|----|------------|
| Endettement net à long terme de l'administration municipale | 15 | 54 825 044 |
|---|----|------------|

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

| | | |
|--|----|---------|
| | 16 | 233 381 |
|--|----|---------|

| | | |
|------------------------------|----|------------|
| Endettement net à long terme | 17 | 55 058 425 |
|------------------------------|----|------------|

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

| | | |
|---------------------------------|----|-----------|
| Municipalité régionale de comté | 18 | 9 140 755 |
| Communauté métropolitaine | 19 | |
| Autres organismes | 20 | |

| | | |
|------------------------------------|----|------------|
| Endettement total net à long terme | 21 | 64 199 180 |
|------------------------------------|----|------------|

| | | |
|--|----|--|
| Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) | 22 | |
| Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération | 23 | |
| | 24 | |

| | | |
|--|----|------------|
| Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu) | 25 | 64 199 180 |
|--|----|------------|

| | | |
|--|----|--|
| Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus) | 26 | |
|--|----|--|

| | | |
|---|----|-----------|
| Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global) | 27 | 8 646 802 |
|---|----|-----------|

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|----------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| | Budget 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2018 | Réalisations 2017 |
| Administration générale | | | | |
| Greffe et application de la loi | 1 | | | |
| Évaluation | 2 | | | |
| Autres | 3 | 1 106 430 | 1 084 923 | 1 043 024 |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 4 | | | |
| Sécurité incendie | 5 | | | |
| Sécurité civile | 6 | | | |
| Autres | 7 | | 4 700 | 4 700 |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | 8 | | | |
| Transport collectif | 9 | 475 000 | 485 091 | 341 189 |
| Autres | 10 | | | |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | 11 | 1 930 035 | 1 932 160 | |
| Matières résiduelles | 12 | 2 201 745 | 2 209 261 | 1 875 484 |
| Cours d'eau | 13 | 37 955 | 73 209 | 72 611 |
| Protection de l'environnement | 14 | | | |
| Autres | 15 | | | |
| Santé et bien-être | | | | |
| Logement social | 16 | | | |
| Autres | 17 | | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 18 | | | |
| Rénovation urbaine | 19 | | | |
| Promotion et développement économique | 20 | 317 615 | 317 589 | 319 846 |
| Autres | 21 | | | |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 22 | 1 530 240 | 1 528 714 | 1 524 133 |
| Activités culturelles | 23 | 224 670 | 225 727 | 223 710 |
| Réseau d'électricité | | | | |
| | 24 | | | |
| | 25 | 7 823 690 | 7 861 374 | 5 929 214 |
| | | | | 5 399 997 |

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

| | | 2018 | 2017 |
|-----------------------------|---|-------------|-------------|
| Rémunération | 1 | | 15 153 |
| Charges sociales | 2 | | 2 255 |
| Biens et services | 3 | 13 226 035 | 17 637 411 |
| Frais de financement | 4 | | |
| Autres | 5 | | |
| | 6 | 13 226 035 | 17 654 819 |

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

| | | Effectifs personnes/ année ² | Semaine normale (heures) | Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice | Rémunération | Charges sociales | Total ¹ |
|--|----|--|---|--|---------------------|-----------------------------|---------------------------|
| Administration municipale | | | | | | | |
| Cadres et contremaîtres | 1 | 37,00 | 34,00 | 75 420,00 | 3 740 129 | 899 956 | 4 640 085 |
| Professionnels | 2 | 7,00 | 34,00 | 12 671,00 | 585 473 | 170 944 | 756 417 |
| Cols blancs | 3 | 79,00 | 34,00 | 137 688,00 | 3 852 469 | 1 081 675 | 4 934 144 |
| Cols bleus | 4 | 86,00 | 40,00 | 180 094,00 | 5 291 942 | 1 594 242 | 6 886 184 |
| Policiers | 5 | | 0,00 | | | | |
| Pompiers | 6 | 48,00 | 42,00 | 92 960,00 | 3 403 470 | 823 524 | 4 226 994 |
| Conducteurs et opérateurs (transport en commun) | 7 | | 0,00 | | | | |
| | 8 | 257,00 | | 498 833,00 | 16 873 483 | 4 570 341 | 21 443 824 |
| Élus | 9 | 9,00 | | | 377 449 | 130 694 | 508 143 |
| | 10 | 266,00 | | | 17 250 932 | 4 701 035 | 21 951 967 |

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| | | Gouvernement du Québec | | Gouvernement du Canada | ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines | Total |
|---|----|-------------------------------|-----------------------|-----------------------------------|---|--------------|
| | | Fonctionnement | Investissement | | | |
| Transport en commun | 11 | | | | | |
| Eau et égout | | | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 12 | | | | | |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 13 | 186 313 | | 2 837 438 | | 3 023 751 |
| Traitement des eaux usées | 14 | | | | | |
| Réseaux d'égout | 15 | 116 358 | | 2 112 964 | | 2 229 322 |
| Autres | 16 | 795 660 | | 1 340 763 | 5 450 | 2 141 873 |
| | 17 | 1 098 331 | | 6 291 165 | 5 450 | 7 394 946 |

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

| | | 2018 | 2017 |
|--|----|-----------|-----------|
| Administration générale | | | |
| Greffe et application de la loi | 1 | 926 | 2 943 |
| Évaluation | 2 | | |
| Autres | 3 | 65 858 | 73 592 |
| | 4 | 66 784 | 76 535 |
| Sécurité publique | | | |
| Police | 5 | 272 | 17 515 |
| Sécurité incendie | 6 | 216 200 | 223 463 |
| Sécurité civile | 7 | | |
| Autres | 8 | | |
| | 9 | 216 472 | 240 978 |
| Transport | | | |
| Réseau routier | | | |
| Voirie municipale | 10 | 432 606 | 392 960 |
| Enlèvement de la neige | 11 | 1 067 | 1 074 |
| Autres | 12 | 24 061 | 25 357 |
| Transport collectif | 13 | 1 788 | 1 974 |
| Autres | 14 | | |
| | 15 | 459 522 | 421 365 |
| Hygiène du milieu | | | |
| Eau et égout | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 16 | 25 620 | 26 394 |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 17 | 207 276 | 164 935 |
| Traitement des eaux usées | 18 | 27 | 49 |
| Réseaux d'égout | 19 | 155 916 | 117 909 |
| Matières résiduelles | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 20 | | |
| Matières recyclables | 21 | | |
| Autres | 22 | | |
| Cours d'eau | 23 | | |
| Protection de l'environnement | 24 | 16 436 | 17 316 |
| Autres | 25 | | |
| | 26 | 405 275 | 326 603 |
| Santé et bien-être | | | |
| Logement social | 27 | | |
| Sécurité du revenu | 28 | | |
| Autres | 29 | | |
| | 30 | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 31 | 5 275 | 6 749 |
| Rénovation urbaine | 32 | | |
| Promotion et développement économique | 33 | 38 315 | 37 466 |
| Autres | 34 | | |
| | 35 | 43 590 | 44 215 |
| Loisirs et culture | | | |
| Activités récréatives | 36 | 233 043 | 244 181 |
| Activités culturelles | | | |
| Bibliothèques | 37 | 15 818 | 15 720 |
| Autres | 38 | 51 778 | 28 748 |
| | 39 | 300 639 | 288 649 |
| Réseau d'électricité | | | |
| | 40 | | |
| | 41 | 1 492 282 | 1 398 345 |

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| <i>Non audité</i> | 2018 | | 2017 |
|--|--------|--|--------------|
| | Budget | Réalizations | Réalizations |
| Revenus | | | |
| Ventes d'électricité | | | |
| Domestique et agricole | 1 | | |
| Générale et institutionnelle | 2 | | |
| Industrielle | 3 | | |
| Autres | 4 | | |
| Autres revenus | 5 | | |
| | 6 | | |
| Charges | | | |
| Achat d'énergie | 7 | | |
| Taxe sur le revenu brut | 8 | | |
| Frais d'exploitation | 9 | | |
| Autres frais | 10 | | |
| Frais de financement | 11 | | |
| Amortissement des immobilisations | 12 | | |
| | 13 | | |
| Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité | 14 | () () () | |
| | 15 | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales | 16 | | |
| CONCILIATION À DES FINS FISCALES | | | |
| <i>Ajouter (déduire)</i> | | | |
| Immobilisations | | | |
| Amortissement | 17 | | |
| Produit de cession | 18 | | |
| (Gain) perte sur cession | 19 | | |
| Réduction de valeur | 20 | | |
| | 21 | | |
| Financement | | | |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | 22 | | |
| Remboursement de la dette à long terme | 23 | () () () | |
| | 24 | | |
| Affectations | | | |
| Activités d'investissement | 25 | () () () | |
| Excédent (déficit) accumulé | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 26 | | |
| Excédent de fonctionnement affecté | 27 | | |
| Réserves financières et fonds réservés | 28 | | |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 29 | | |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 30 | | |
| | 31 | | |
| | 32 | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales | 33 | | |

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

| | Rémunération (excluant charges sociales) | Allocation de dépenses |
|--|--|---------------------------|
| Serge Péloquin (Ville de Sorel-Tracy) | 91 332 | 16 595 |
| Serge Péloquin (Régie de l'eau) | 776 | |
| Serge Péloquin (MRC) | 5 913 | |
| Dominique Ouellet (Ville de Sorel-Tracy) | 22 501 | 11 251 |
| Jocelyn Mondou (Ville de Sorel-Tracy) | 22 501 | 11 251 |
| Alain Maher (Ville de Sorel-Tracy) | 22 501 | 11 251 |
| Alain Maher (Régie de l'eau) | 776 | 388 |
| Patrick Péloquin (Ville de Sorel-Tracy) | 22 501 | 11 251 |
| Benoit Guévremont (Ville de Sorel-Tracy) | 22 501 | 11 251 |
| Martin Lajeunesse (Ville de Sorel-Tracy) | 22 501 | 11 251 |
| Olivier Picard (Ville de Sorel-Tracy) | 22 501 | 11 251 |
| Sylvie Labelle (Ville de Sorel-Tracy) | 22 501 | 11 251 |

Note

Aucune rémunération en 2018 pour le CIT et la Régie de la Gare (dissolution).

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| Non audité | OUI | NON | S.O. |
|---|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | 8 500 000 \$ | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT? | 2 <input checked="" type="checkbox"/> | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

| | | |
|--|----------------------------|---------------------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 <input type="checkbox"/> | 6 <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018 | 7 | \$ |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 <input type="checkbox"/> | 9 <input checked="" type="checkbox"/> |

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

| Non audité | OUI | NON |
|--|--|--|
| 5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)? | 10 <input checked="" type="checkbox"/> | 11 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer les montants suivants : | | |
| a) le montant total versé en 2018 | 12 | 43 939 \$ |
| b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné | 13 | 740 323 \$ |
| 6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? | 14 <input type="checkbox"/> | 15 <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018 | 16 | \$ |
| 7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? | 17 <input type="checkbox"/> | 18 <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice : | | |
| a) crédits de taxes | 19 | \$ |
| b) autres formes d'aide | 20 | \$ |
| 8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019 | | |
| Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018 | 21 | |
| Facteur comparatif de 2018 | 22 | |
| Valeur uniformisée | 23 | |

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

27 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

29 _____

b) Date d'adoption de la résolution

30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Sorel-Tracy

Code géographique : 53052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>PAGE</u> |
|---|--------------------|
| Taux global de taxation réel audité | |
| Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel | 3 |
| Taux global de taxation réel | 4 |

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la Ville de Sorel-Tracy

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Sorel-Tracy (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

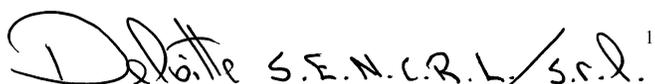
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

· Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville.

· Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (1)
Brossard, Québec

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A108263

DATE 2019-05-03

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

| | | |
|---|----|-----------------------------|
| Revenus de taxes | 1 | 46 456 507 |
| Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes | 2 | <u>632 006</u> |
| Ajouter | | |
| Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière | 3 | 532 |
| Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales | 4 | |
| Déduire | | |
| Taxes d'affaires | 5 | |
| Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM | 6 | |
| Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base | 7 | 7 067 150 |
| Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1 | 8 | 195 829 |
| Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation | 9 | <u> </u> |
| Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel | 10 | <u>39 194 060</u> |

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

| | | |
|---|----|----------------------|
| Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date | 11 | 2 936 803 700 |
| Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date | 12 | <u>2 988 026 150</u> |
| Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2) | 13 | <u>2 962 414 925</u> |

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 3 2 3 0 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Sorel-Tracy

Code géographique : 53052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>PAGE</u> |
|--|--------------------|
| Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019 | |
| Revenus de taxes | 3 |
| Revenus de compensations tenant lieu de taxes | 4 |
| Calcul de certains revenus de taxes | 5 |
| Taux des taxes | 7 |
| Taux global de taxation prévisionnel | 8 |
| Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles | 9 |
| Questionnaire | 11 |

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

| | | |
|-----------------------------|---|------------|
| Taxes générales | | |
| Taxe foncière générale | 1 | 32 335 220 |
| Taxes spéciales | | |
| Service de la dette | 2 | 5 511 260 |
| Activités de fonctionnement | 3 | |
| Activités d'investissement | 4 | |
| Taxes de secteur | | |
| Taxes spéciales | | |
| Service de la dette | 5 | 479 505 |
| Activités de fonctionnement | 6 | |
| Activités d'investissement | 7 | |
| Autres | 8 | |
| | 9 | 38 325 985 |

SUR UNE AUTRE BASE

| | | |
|--------------------------------------|----|------------|
| Taxes, compensations et tarification | | |
| Services municipaux | | |
| Eau | 10 | 2 844 400 |
| Égout | 11 | 1 953 650 |
| Traitement des eaux usées | 12 | |
| Matières résiduelles | 13 | 2 304 650 |
| Autres | | |
| - | 14 | |
| - | 15 | |
| - | 16 | |
| Centres d'urgence 9-1-1 | 17 | 199 000 |
| Service de la dette | 18 | 52 630 |
| Pouvoir général de taxation | 19 | |
| Activités de fonctionnement | 20 | |
| Activités d'investissement | 21 | 1 350 000 |
| | 22 | 8 704 330 |
| Taxes d'affaires | | |
| Sur l'ensemble de la valeur locative | 23 | |
| Autres | 24 | |
| | 25 | |
| | 26 | 8 704 330 |
| | 27 | 47 030 315 |

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

| | | |
|---|---|-----------|
| Taxes sur la valeur foncière | 1 | 2 916 505 |
| Taxes sur une autre base | | |
| Taxes, compensations et tarification | 2 | 2 550 |
| Taxes d'affaires | 3 | |
| Compensations pour les terres publiques | 4 | |
| | 5 | 2 919 055 |

Immeubles des réseaux

| | | |
|---------------------------------|---|-----------|
| Santé et services sociaux | 6 | 902 065 |
| Cégeps et universités | 7 | 203 305 |
| Écoles primaires et secondaires | 8 | 820 480 |
| | 9 | 1 925 850 |

Autres immeubles

| | | |
|--|----|-----------|
| Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux | | |
| Taxes sur la valeur foncière | 10 | |
| Taxes sur une autre base | | |
| Taxes, compensations et tarification | 11 | |
| Taxes d'affaires | 12 | |
| | 13 | |
| | 14 | 4 844 905 |

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

| | | |
|--------------------------------------|----|--------|
| Taxes sur la valeur foncière | 15 | 94 550 |
| Taxes sur une autre base | | |
| Taxes, compensations et tarification | 16 | 1 260 |
| Taxes d'affaires | 17 | |
| | 18 | 95 810 |

ORGANISMES MUNICIPAUX

| | | |
|--------------------------------------|----|-------|
| Taxes sur la valeur foncière | 19 | |
| Taxes sur une autre base | | |
| Taxes, compensations et tarification | 20 | 4 250 |
| | 21 | 4 250 |

AUTRES

| | | |
|--|----|-----------|
| Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité | 22 | |
| Autres | 23 | |
| | 24 | |
| | 25 | 4 944 965 |

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

| | Assiette d'application imposable | Taux adopté | Revenus bruts | Crédits/ Dégrèvements | Dotation à la provision | Autres ajustements | Revenus nets |
|--------------------------------------|---|--------------------|--------------------------|----------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|-------------------------|
| Taxes sur la valeur foncière | | | | | | | |
| Taxes générales | | | | | | | |
| Taxe foncière générale (taux unique) | 1 | X 2 /100\$ | 3 | | | | |
| Taxe foncière générale (taux variés) | | | | | | | |
| Résiduelle (résidentielle et autres) | 4 2 324 294 999 | X 5 0,8593 /100\$ | 6 19 972 670 | | | | |
| Immeubles de 6 logements ou plus | 7 187 919 128 | X 8 0,8593 /100\$ | 9 1 614 790 | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 10 332 181 973 | X 11 2,4393 /100\$ | 12 8 102 915 | | | | |
| Immeubles industriels | 13 90 918 000 | X 14 2,8193 /100\$ | 15 2 563 250 | | | | |
| Terrains vagues desservis | | | | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 16 | X 17 /100\$ | 18 | | | | |
| Autres | 19 27 018 200 | X 20 1,3593 /100\$ | 21 367 260 | | | | |
| Immeubles agricoles | 22 9 961 100 | X 23 0,8593 /100\$ | 24 85 595 | | | | |
| Total | | | 25 32 706 480 | 26 (371 260) | 27 () | 28 | 29 32 335 220 |
| Taxes spéciales | | | | | | | |
| Service de la dette (taux unique) | 30 2 972 293 400 | X 31 0,1854 /100\$ | 32 5 511 260 | | | | |
| Service de la dette (taux variés) | | | | | | | |
| Résiduelle (résidentielle et autres) | 33 | X 34 /100\$ | 35 | | | | |
| Immeubles de 6 logements ou plus | 36 | X 37 /100\$ | 38 | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 39 | X 40 /100\$ | 41 | | | | |
| Immeubles industriels | 42 | X 43 /100\$ | 44 | | | | |
| Terrains vagues desservis | | | | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 45 | X 46 /100\$ | 47 | | | | |
| Autres | 48 | X 49 /100\$ | 50 | | | | |
| Immeubles agricoles | 51 | X 52 /100\$ | 53 | | | | |
| Total | | | 54 5 511 260 | 55 () | 56 () | 57 | 58 5 511 260 |

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

| | Assiette d'application imposable | Taux adopté | Revenus bruts | Crédits/ Dégrèvements | Dotation à la provision | Autres ajustements | Revenus nets |
|---|---|--------------------|--------------------------|----------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|-------------------------|
| Taxes sur la valeur foncière | | | | | | | |
| Taxes générales | | | | | | | |
| Taxes spéciales | | | | | | | |
| Activités de fonctionnement (taux unique) | 1 | X 2 | /100\$ 3 | | | | |
| Activités de fonctionnement (taux variés) | | | | | | | |
| Résiduelle (résidentielle et autres) | 4 | X 5 | /100\$ 6 | | | | |
| Immeubles de 6 logements ou plus | 7 | X 8 | /100\$ 9 | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 10 | X 11 | /100\$ 12 | | | | |
| Immeubles industriels | 13 | X 14 | /100\$ 15 | | | | |
| Terrains vagues desservis | | | | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 16 | X 17 | /100\$ 18 | | | | |
| Autres | 19 | X 20 | /100\$ 21 | | | | |
| Immeubles agricoles | 22 | X 23 | /100\$ 24 | | | | |
| Total | | | 25 | 26 (..... |) 27 (..... |) 28 | 29 |

| | | | | | | | |
|--|----------|------------|-----------------|------------|--------------|------------|----------|
| Taxes spéciales | | | | | | | |
| Activités d'investissement (taux unique) | 30 | X 31 | /100\$ 32 | | | | |
| Activités d'investissement (taux variés) | | | | | | | |
| Résiduelle (résidentielle et autres) | 33 | X 34 | /100\$ 35 | | | | |
| Immeubles de 6 logements ou plus | 36 | X 37 | /100\$ 38 | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 39 | X 40 | /100\$ 41 | | | | |
| Immeubles industriels | 42 | X 43 | /100\$ 44 | | | | |
| Terrains vagues desservis | | | | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 45 | X 46 | /100\$ 47 | | | | |
| Autres | 48 | X 49 | /100\$ 50 | | | | |
| Immeubles agricoles | 51 | X 52 | /100\$ 53 | | | | |
| Total | | | 54 | 55 (..... |) 56 (..... |) 57 | 58 |

| | Valeur locative imposable | | | | | | |
|---|--------------------------------------|------------|------------|------------|--------------|------------|----------|
| Taxe d'affaires sur la valeur locative | 59 | X 60 | % 61 | 62 (..... |) 63 (..... |) 64 | 65 |

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

| | | |
|---------------------------|---|----------------------------|
| Eau | 1 | 1 3 5 , 0 0 \$ |
| Égout | 2 | 1 0 0 , 0 0 \$ |
| Eau et égout | 3 | , \$ |
| Traitement des eaux usées | 4 | , \$ |
| Matières résiduelles | 5 | 1 2 0 , 0 0 \$ |

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

| Description | Taux | Code ¹ | Préciser |
|--|----------|-------------------|-----------------------|
| Taxes spéciales - secteur ex-ville Sorel | 0,0272 | 1 | |
| Eaux usées | 20,0000 | 4 | par chambre |
| Eau Sorel-Tracy | 27,0000 | 4 | par chambre |
| Eau et eaux usées - compteur d'eau | 0,5836 | 5 | |
| Eau seulement - compteur d'eau | 0,3665 | 5 | |
| Matières résiduelles | 24,0000 | 4 | par chambre |
| Service parc location - ex-ville Sorel | 117,5000 | 4 | par maison mobile |
| Réfection réseau routier | 70,0000 | 4 | par unité de logement |
| Réfection réseau routier | 14,0000 | 4 | par chambre |

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

| | | |
|---|---|------------|
| Revenus de taxes | 1 | 47 030 315 |
| Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes | 2 | 371 260 |

Ajouter

| | | |
|---|---|--|
| Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière | 3 | |
| Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales | 4 | |

Déduire

| | | |
|--|-----------|-------------------|
| Taxes d'affaires | 5 | |
| Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM | 6 | |
| Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base | 7 | 7 029 632 |
| Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1 | 8 | 199 000 |
| Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation | 9 | |
| Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel | 10 | 39 801 683 |

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 2 972 293 400

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 3 3 9 1 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

| | | Immeubles non résidentiels | Immeubles industriels | <u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels | <u>Autres</u> | 6 logements ou plus | Immeubles agricoles |
|--------------------------------------|---|----------------------------------|--------------------------|---|---------------|------------------------|------------------------|
| Taxes sur la valeur foncière | | | | | | | |
| Générales | 1 | 8 717 950 | 2 731 810 | | 417 350 | 1 963 190 | 101 335 |
| De secteur | 2 | 58 220 | 2 577 | | 3 968 | 30 354 | 2 476 |
| Autres | 3 | | | | | | |
| Taxes sur une autre base | | | | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | | | | | | | |
| Service de la dette | 4 | | | | | | |
| Autres | 5 | 608 379 | 294 341 | | | 1 276 700 | |
| Taxes d'affaires | | | | | | | |
| Sur la valeur locative | 6 | | | | | | |
| Autres | 7 | | | | | | |
| | 8 | 9 384 549 | 3 028 728 | | 421 318 | 3 270 244 | 103 811 |

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

| | | Résidentielles | Résiduelle Agriculture Résidences | Autres | Total |
|--------------------------------------|----|----------------|---|--------|------------|
| Taxes sur la valeur foncière | | | | | |
| Générales | 9 | 23 914 845 | | | 37 846 480 |
| De secteur | 10 | 381 910 | | | 479 505 |
| Autres | 11 | | | | |
| Taxes sur une autre base | | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | | | | | |
| Service de la dette | 12 | 52 630 | | | 52 630 |
| Autres | 13 | 6 273 280 | | | 8 452 700 |
| Taxes d'affaires | | | | | |
| Sur la valeur locative | 14 | | | | |
| Autres | 15 | | | | |
| | 16 | 30 622 665 | | | 46 831 315 |

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| Non audité | OUI | NON | S.O. |
|---|--|--|-----------------------------|
| 1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes? | | | |
| a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM | | | |
| - Pour la taxe foncière générale | 1 <input checked="" type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | |
| - Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input checked="" type="checkbox"/> | 5 <input type="checkbox"/> |
| b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM. | | | |
| - Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté | 6 <input type="checkbox"/> | 7 <input checked="" type="checkbox"/> | 8 <input type="checkbox"/> |
| c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM. | | | |
| - Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté. | 9 <input type="checkbox"/> | 10 <input checked="" type="checkbox"/> | 11 <input type="checkbox"/> |
| d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM | | | |
| - Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables | 12 <input type="checkbox"/> | 13 <input checked="" type="checkbox"/> | 14 <input type="checkbox"/> |
| - Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels) | 15 <input type="checkbox"/> | 16 <input checked="" type="checkbox"/> | 17 <input type="checkbox"/> |
| - Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels | 18 <input type="checkbox"/> | 19 <input checked="" type="checkbox"/> | 20 <input type="checkbox"/> |
| 2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)? | 21 <input type="checkbox"/> | 22 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| 3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées? | 23 <input checked="" type="checkbox"/> | 24 <input type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant. | 25 | 69 025 \$ | |
| 4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante) | 26 | \$ | |

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

| | | |
|---|----|----------------------|
| 5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement) | 27 | <u>60 780 810 \$</u> |
| 6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget | 28 | <u>4 844 990 \$</u> |
| 7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget | 29 | <u>1 404 519 \$</u> |
| 8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget | 30 | <u>\$</u> |
| 9. Date d'adoption du budget par le conseil | 31 | <u>2018-12-10</u> |

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

| Non audité | OUI | NON | S.O. |
|---|---------------------------------------|---------------------------------------|--|
| 1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? | | | |
| Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ». | 1 <input checked="" type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | |
| Si oui, présentez-vous le budget consolidé? | 3 <input checked="" type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> | |
| 2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? | 5 <input checked="" type="checkbox"/> | 6 <input type="checkbox"/> | |
| 3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? | 7 <input type="checkbox"/> | 8 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O. | | | |
| 4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? | 9 <input type="checkbox"/> | 10 <input type="checkbox"/> | 11 <input checked="" type="checkbox"/> |
| 5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? | 12 <input type="checkbox"/> | 13 <input type="checkbox"/> | 14 <input checked="" type="checkbox"/> |
| 6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? | 15 <input type="checkbox"/> | 16 <input type="checkbox"/> | 17 <input checked="" type="checkbox"/> |
| La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O. | | | |
| 7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? | 18 <input type="checkbox"/> | 19 <input type="checkbox"/> | 20 <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? | 21 <input type="checkbox"/> | 22 <input type="checkbox"/> | |

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Vicky Bussière , atteste que le rapport financier consolidé de Sorel-Tracy pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-06.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Sorel-Tracy.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sorel-Tracy consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Sorel-Tracy détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-03 10:09:15

Date de transmission au Ministère :